Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi — N° 4 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE — 20 DECEMBRE 1967 — PRIX : 1 F

LA NOUVELLE T. V. A.

(Voir en page 3)

RHODIACETA : DES OUVRIERS EN COLÈRE

SAMEDI 16 décembre, la Direction de l'usine de Vaise décrétait en fin d'après-midi un lock-out touchant le personnel 4 × 8 nylon (services polymère, filature et étirage) soit 1 200 personnes. Le personnel de ces ateliers était « avisé de ne pas se présenter au travail avant d'avoir été invité à le faire ».

Après la grève du jeudi 7 (voir « Voix Ouvrière » n° 3), à la reprise du travail, le vendredi 8, les ouvriers marquaient leur mécontentement par des débrayages de courte durée, répétés pendant plusieurs jours. Ils suivirent les consignes syndicales, en limitant la grève à certains ateliers, mais c'étaient les travailleurs eux-mêmes qui déclenchaient ces actions. Les syndicats essayaient à tout prix de ne pas être débordés et que ces grèves ne s'étendent pas. L'on vit le triste spectacle d'un délégué C.G.T. sermonnant les monteurs à chaud, les traitant de « salauds » pour les obliger à venir travailler samedi et dimanche. De même, jusqu'à la veille de la journée nationale du 13, pas une seule consigne ne fut fournie : alors qu'il s'agissait d'une lutte plus large, le syndicat restait muet. Ce sont donc les travailleurs qui sont allés trouver les délégués pour leur dire qu'eux comptaient faire grève. Les syndicats consentirent à mettre noir sur blanc la consigne d'arrêt du travail. Le mercredi 13, la grève fut totale ; le meeting tenu devant la chambre patronale rassembla des milliers de travailleurs, hommes et femmes de la Rhodia. La majorité alla rejoindre la manifestation centrale que nous relatons par ailleurs.

Le jeudi 14, rien n'était réglé et la direction menaçait de sanctionner par des licenciements tout refus de travail. Dans la nuit de jeudi à vendredi, les 4 x 8 de l'équipe A, excédés, arrêtèrent par trois fois le travail. Dans leur colère, ils secouèrent certains agents de maîtrise, détruisirent des cahiers de consigne, renversèrent des chariots. Aussi, quand ils furent relevés par l'équipe B à 6 heures, et quand le personnel en 2 x 8, puis à la journée arriva, l'atmosphère de révolte s'étendit à toute l'usine et personne n'avait l'esprit au travail.

Le versement, dans la matinée, des premières payes déclencha la riposte. Cette paye comportait et le salaire de la quinzaine et la prime d'intéressement (P.I.), qui est maintenant les 9,5 % du salaire perçu pendant les six mois écoulés, au lieu des 19,5 % précédemment. Les chiffres montraient la baisse brutale : pour certains ouvriers 4 x 8, perte de 800 F dues aux baisses de la P.I. et du complément familial, auxquelles s'ajoutaient pour tous la retenue pour régularisation S.S. et pour certains la perte causée par une semaine chômée, les diminutions de salaire étaient impressionnantes : 400, 500, 600 F en moins étaient les chiffres moyens, le montant de la P.I. se situant auparavant aux environs de 1 000 F. Le patron ayant de plus retenu sur cette paye les acomptes accordés en avril et reportés en juin et septembre, certains ont touché 20 F, 30 F en tout et pour tout ; d'autres n'ont rien touché du tout, pas un seul centime. Et on vit le soir même, dans les magasins de jouets de Vaise, des mères de famille venir annuler leurs commandes ; leurs enfants n'auraient pas grand-chose pour Noël.

Cette fois-ci l'attaque patronale se concrétisait pour tous et, dès 9 h 45, les ouvriers 4 x 8 arrêtaient le travail et entraînaient les autres ateliers. Au meeting, les syndicats réussirent à obtenir la reprise du travail ; leur seule consigne était le retour au calme. Malgré cela, les équipes d'après-midi arrêtèrent spontanément le travail vers 16 h. Au meeting tenu sur l'heure, les dirigeants syndicaux se livrèrent à des critiques contre les plus combattifs dénonçant « les actions irréfléchies » dues selon eux « à des éléments n'ayant pas compris dans quel esprit de vigilance doit se poursuivre la lutte ».

Peu après, la Direction faisait savoir qu'elle voulait procéder à une remise en état technique de l'usine. Dès samedi matin, elle effectuait à 6 h, à l'entrée de l'équipe 4 x 8 un « triage » ne laissant passer qu'une quinzaine d'ouvriers. A 14 h, une dizaine seulement de l'équipe suivante étaient invités à rentrer. Et en fin d'après-midi donc, le lock-out partiel était rendu officiel.

(Suite page 5)

ALGÉRIE :

Pas de démocratie pour les colonels

DIVERS signes laissaient pressentir, depuis quelques mois, la crise dont l'Algérie est aujourd'hui le théâtre. Déjà, dans le discours qu'il prononçait le 1er novembre dernier, le colonel Boumedienne annonçait une réforme qui toucherait bientôt tous les échelons de la hiérarchie administrative et s'étendrait aux organes centraux du pays. Et la décision, le 10 décembre, de nommer Kaid Ahmed afin de procéder à la réorganisation du parti unique, le F.L.N., n'a fait que précipiter les événements.

Ainsi, une nouvelle fois, le gouvernement algérien doit affronter une faction composée d'hommes qui, il y a quelques jours encore, figuraient parmi les sommités du régime. Cette fois, celui qui affronte le gouvernement n'est autre que le colonel Zbiri, chef d'Etat-major de l'A.L.N. Et pourtant, ce pouvoir qu'il combat aujourd'hui, le colonel Zbiri a contribué de façon décisive à l'établir.

En 1962, dans la crise qui opposa les différents clans du F.L.N., il se range, avec les troupes de la Willaya I, à côté de Ben Bella, l'aidant ainsi à vaincre ses rivaux du G.P.R.A.

En juin 1965 lors du coup d'Etat de Boumedienne, c'est lui qui procèda en personne, à l'arrestation de ce même Ben Bella. Aujourd'hui, accusé de traîtrise, il doit s'enfuir, après avoir vainement tenté, pour s'opposer aux décisions de Boumedienne, d'utiliser cette armée qu'il était censé commander.

Chaque fois, les événements semblent se dérouler selon un scénario connu, toujours le même. Il suffirait presque, dans certaines dépêches d'agences de changer les noms des protagonistes, de remplacer, par exemple, le nom de Boumedienne par celui de Ben Bella, celui de Zbiri par Aït Ahmed ou Mohand ou El Hadj, pour se croire revenu quatre ans en arrière, ou moment de la tentative de sécession de la Kabylie.

Cela peut paraître une bizarrerie de l'histoire. Bien au contraire. Depuis 1962, l'histoire de l'Algérie, l'évolution de ses institutions, se développent selon une logique rigoureuse. De 1962 à 1965, Ben Bella se maintint au pouvoir, muselant et réprimant toute opposition; en juin 1965, Boumedienne l'évinça reprenant le relai pour accomplir, à un autre niveau, la même tâche. Leurs actions s'inscrivaient dans la même perspective : construire en Al-

(Suite en page 3)

GRÈCE :

Le Roi et le règne des colonels

Vaut-il mieux inaugurer les chrysanthèmes à Athènes ou en exil ? (Photo AFP)

QUE les tractations engagées entre les colonels grecs et le roi aboutissent ou non à un accord n'a plus aucune espèce d'importance. Le rôle politique de Constantin est terminé, et en fait il l'était depuis le 21 avril. Et la seule question qui se pose à lui aujourd'hui est de savoir s'il vaut mieux inaugurer des expositions de chrysanthèmes à Athènes ou en exil.

En fait, il fallait bien tout l'aveuglement politique d'un homme dont l'horizon ne dépassait pas l'enceinte du palais royal, pour croire un seul instant qu'il lui suffirait d'apparaître pour faire derrière lui l'unanimité du peuple grec. Il fallait bien des illusions pour se croire encore populaire, après s'être fait depuis son avènement en 1964, l'instrument de la politique la plus anti-populaire.

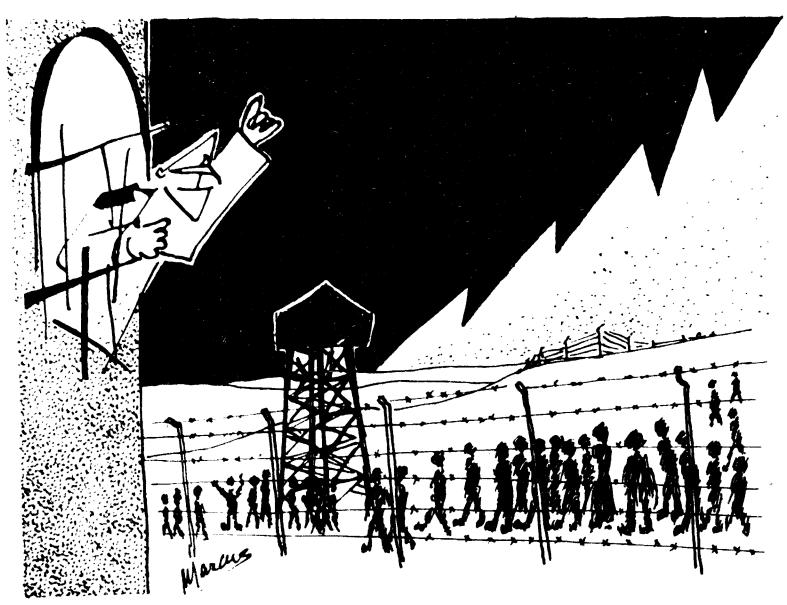
Le peuple grec n'a pas répondu à l'appel du roi. Mais comment aurait-il pu le faire, alors que les plus combatifs de ses fils sont depuis des mois, et avec la bénédiction royale, enfermés dans les prisons ou dans les camps de concentration du régime des colonels. Mais pourquoi l'aurait-il fait, alors que Constantin se bornait à parler des « erreurs » de la junte, et affirmait, par contre, qu'il n'y avait pas « de compromis possible avec les communistes qui travaillent à la destruction du pays ».

Manifestement, le différend qui opposait la couronne aux colonels n'intéressait en rien les travailleurs grecs. La cause du roi n'était pas plus « démocratique » que celle de Papadopoulos. Et seuls de méprisables hypocrites pourraient leur reprocher d'avoir assisté en spectateurs indifférents à la tentative de contre-putsch royal.

Mais ceci dit, que représentait donc ce différend ? Certainement pas une tentative de rétablir un régime plus démocratique. Les ambitions monarchiques ? peut-être. Mais cela n'explique pas tout, et en tout cas pas l'intérêt manifeste que le gouvernement américain et ses services secrets ont porté à l'affaire.

On s'interroge beaucoup, aujourd'hui encore, sur le déroulement

(Suite en page 3)



« Crecs suivez-moi !... » (Constantin)

Le rapt du petit Malliart :

LA SOCIÉTÉ DU CRIME

(Voir page 8)

ESPAGNE 1967

Un régime sénile

IL y a un an, le 14 décembre 66, le gouvernement espagnol organisait un référendum proposant au pays des réformes de l'Etat : réforme religieuse admettant un soupçon de tolérance, réforme de la loi syndicale laissant entendre une certaine libéralisation dans la structure verticale, centralisée et étatique, des syndicats.

On se souvient des conditions dans lesquelles s'était déroulé le référendum, qui compta plus de bulletins de votes que de votants et comment Madrid s'empressa d'interpréter le « oui » du référendum comme un « oui à Franco » et comment, moins d'un mois après cette sinistre comédie, les travailleurs espagnols infligeaient le plus éclatant des démentis : de Madrid à Bilbao en passant par Barcelone, Séville et Mieres, une vague de grèves déferlait sur tout le pays et cela malgré la dictature, malgré l'interdiction des libertés élémentaires de droit de réunion et du droit de grève, malgré l'énorme machine policière de l'Espagne franquiste.

Une des principales revendications était la reconnaissance des « commissions ouvrières », organisations autonomes des ouvriers, surgies au début en Biscaye après les grèves de 1962 et que les ouvriers espagnols opposent au syndicat officiel d'Etat.

La vigueur de ces commissions illégales est telle que le patronat accepte de discuter avec elles lorsqu'il sent que c'est la seule façon d'établir un compromis avec les travailleurs en lutte. Le gouvernement lui-même fait parfois semblant de connaître leur existence et de dialoguer, ce qui ne l'empêche pas en même temps d'arrêter, d'emprisonner et de torturer les militants les plus actifs et les plus connus de ces commissions.

De leur côté, depuis dix ans, les étudiants se manifestent sur l'arène politique en opposant aux structures syndicales anachroniques du franquisme leurs « assemblées libres » d'étudiants. Devant cet assaut, le gouvernement a accepté que le syndicat officiel S.E.U. soit abandonné pour les Associations professionnelles (A.P.E.) mais se refuse à reconnaître aux étudiants le droit de se regrouper dans des organisations indépendantes de l'Etat.

Ces dernières semaines, les heurts entre étudiants et policiers ont pris une tournure dramatique. Bien que la police sache distinguer ceux qu'elle frappe et qu'elle se garde bien de maltraiter les étudiants - qui sont en Espagne plus que partout ailleurs des fils de bourgeois - comme elle maltraite les ouvriers, les derniers affrontements se soldaient par l'arrestation de 50 étudiants dont quelques-uns doivent être déférés devant les tribunaux militaires sous l'accusation de « sédition ».

Depuis un an, troubles et répression font partie de la vie quotidienne des travailleurs et étudiants espagnols. Les trèves sont brèves. Travailleurs et étudiants appartiennent à des classes différentes de la société, leurs luttes se mènent parallèlement, parfois en liaison l'une avec l'autre, mais d'une façon générale sans action concertée.

Cependant, tous les deux luttent pour des objectifs immédiats similaires : la reconnaissance d'organisations syndicales libres et indépendantes de l'Etat, tant pour les travailleurs que pour les étudiants. Et, à plus longue échéance, pour la liberté politique, la liberté des idées en Espagne.

La bourgeoisie espagnole qui s'est imposé le carcan franquiste pour noyer dans le sang les tentatives de libération de la classe ouvrière espagnole, subit elle-même l'emprise de ce carcan.

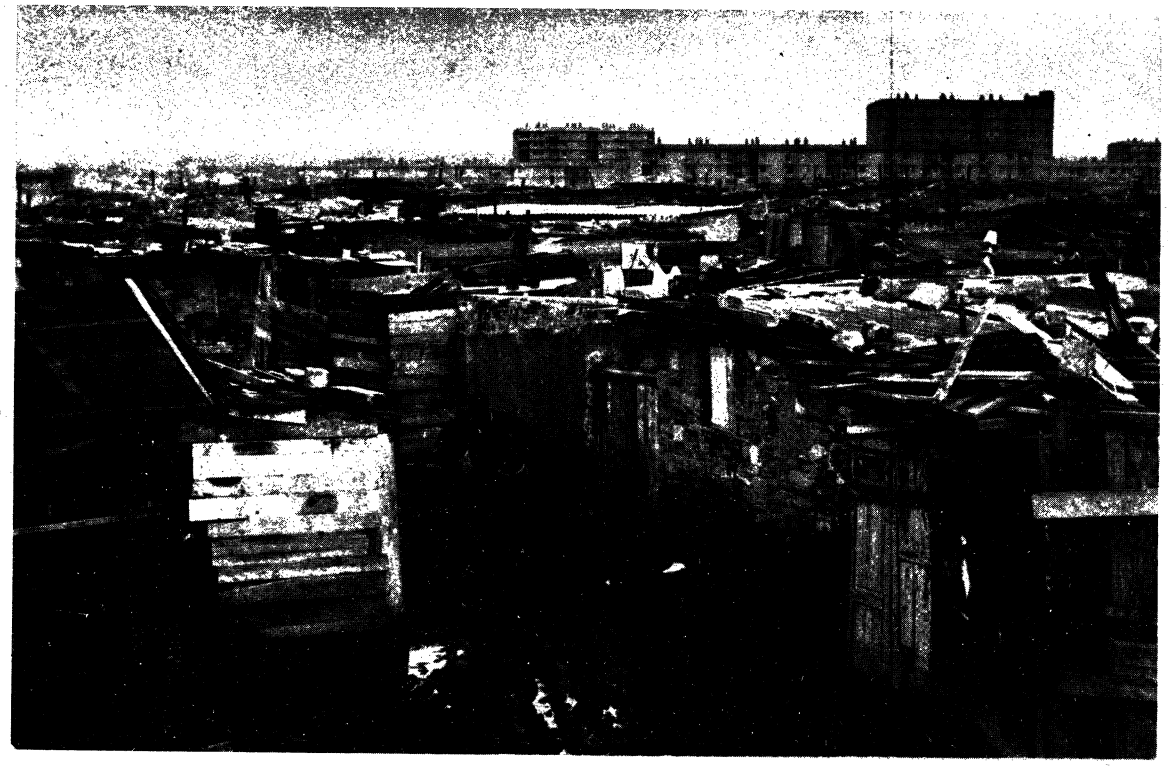
Près de trente ans après la fin de la guerre civile, bien que l'économie espagnole ait connu une expansion certaine avec des taux de croissance très forts, la bourgeoisie n'a pu s'accorder, pour elle-même, les droits élémentaires de la démocratie. Elle est obligée de frapper ses propres fils - non pas à cause d'eux, directement, mais parce que si elle accordait aux étudiants le droit de s'organiser indépendamment, ce serait la porte ouverte aux aspirations de la classe ouvrière qui, elle aussi, revendique hautement et violemment depuis plusieurs années le même droit.

La bourgeoisie est victime de son propre système et les quelques timides projets de libéralisation formulés au cours du référendum disparaissent devant la répression.

Dans les dernières manifestations d'étudiants à Madrid, des chants républicains furent, paraît-il, repris en chœur par les étudiants.

Cela ne veut pas dire que l'instauration de la République soit à l'ordre du jour. Mais cela montre la colère de la jeunesse estudiantine qui cherche ainsi à manifester de la façon qui peut être la plus sensible, la plus insupportable pour Franco. Le problème de la succession de Franco se pose à la bourgeoisie depuis que Franco vieillissant risque, par sa disparition, de faire connaître au pays un vide politique, vide permettant aux forces sociales existantes de s'exprimer librement. Pour éviter cela, la bourgeoisie espagnole et, de ce fait, la bourgeoisie mondiale, se préoccupent de donner un successeur à Franco du temps de son vivant. Il a été souvent question de rétablir la royauté, Franco étant un ami fidèle de la famille royale. Mais si la disparition d'un dictateur peut permettre à un régime de se libéraliser quand la situation du pays le tolère, la bourgeoisie espagnole semble peu préparée à cela et sa crainte de la classe ouvrière risque de la maintenir encore longtemps dans un système de dictature plus ou moins monarchiste.

F. MAIGNAN



Après les Algériens, les Portugais connaissent ce visage de la société française

"O Salto"

(faire le saut)

EN France, sur 12 millions de travailleurs, 3 millions sont des travailleurs immigrés. Ils arrivent de plusieurs pays d'Afrique, de Yougoslavie, d'Italie, d'Espagne, et d'autres encore ; les immigrants portugais sont parmi les plus récents.

Malgré les accords passés entre la France et le Portugal, l'émigration officielle est faible car la procédure est longue, compliquée, et souvent vaine. En fait, le gouvernement freine ces départs. Aussi ceux qui veulent partir — et ils sont très nombreux, de plus en plus nombreux chaque jour — sont-ils obligés de partir clandestinement.

Pour fuir la misère, pour fuir les guerres d'Angola et de Mozambique, pour fuir la dictature militaro-policière, tellement féroce qu'on dit, en Espagne : « Le Portugal, c'est le fascisme », pour rapporter de l'argent au foyer, pour essayer de vivre en hommes « libres », ou manger à leur faim, des travailleurs portugais font « le saut ».

« O Salto », est un film de Christian de Challonge, qui passe en ce moment dans une salle du Quartier Latin (1).

« O Salto », c'est l'expression utilisée par ceux qui essaient de passer clandestinement la frontière hispano-portugaise, clandestinement la frontière franco-espagnole.

Pour « faire le saut », il faut de l'argent (6 à 7 mois de paye d'un ouvrier qualifié au Portugal), il faut du courage, il faut de la chance aussi, car Antonio verra trois de ses camarade tomber sous les balles d'un garde civil espagnol, tout près de la frontière.

Chaque jour, 300 Portugais réussissent à passer en France, dans des conditions terribles. Cependant, pensent-ils, leurs espoirs vont se réaliser et certains bâtissent, avant même d'arriver à Paris, des plans pour l'avenir.

Mais le réalisateur ne se contente pas de décrire, il dénonce aussi.

Il dénonce la maffia qui organise, contre argent comptant (verser 1.000 NF au départ) la filière de l'émigration clandestine.

Car pour devenir « libre », c'est-à-dire tomber d'une oppression féroce dans une autre oppression tout juste un peu moins féroce, il faut payer. Et lorsqu'on commence à payer, on n'en finit plus, c'est l'engrenage ; on paye pour un simple conseil, on paye pour une carte de travail, on paye pour une place de balayeur, et pour différents travaux il existe même un tarif à un point tel que la place de manœuvre chez Citroën s'arrache à prix d'or !

Et s'il faut payer pour se loger (une « reprise » non justifiée, en quelque sorte), les six ou huit personnes entassées dans un bouge infâme doivent quand même payer chacun 60 F par mois pour le loyer !

Lorsque Antonio se retrouvera dans un infâme bidonville de la région parisienne, il aura déjà contracté 3.000 NF de dettes envers les escrocs qui l'auront « aidé à se libérer » !

Dans un hôtel, il rencontre un Nord-Africain, veilleur de nuit.

Tous deux sont des « étrangers » et s'ils échangent peu de mots, très vite, une sorte de solidarité tacite s'établit entre eux ; cela donne chaud au cœur et Antonio, complètement écœuré, déjà désillusionné, en a grand besoin. Le veilleur de nuit lui fait part de son « expérience » : il apprend la rapacité des patrons et le racisme de la population.

D'ailleurs, des expériences, il en a déjà connues pas mal. Les hôteliers qui volent, le préposé-à-l'immigration pour qui « la loi est la loi », la petite bourgeoisie qui revient-de-vacances-au-Portugal, et qui pense l'aider en lui donnant du travail pour une journée, et puis le manque de travail sur les chantiers de construction.

Mais ce qui frappe surtout, chez Antonio, c'est sa dignité, sa fierté. Quand il cherche du travail, il le fait au même titre que n'importe quel travailleur :

— Pourquoi serait-il un homme inférieur ?

— Parce qu'il est portugais, parce qu'il n'est pas français ?

— Mais il connait un travail, mais il est menuisier, mais il a le droit de vivre et de travailler comme tout le monde, même s'il n'a pas de passeport, même s'il vient d'un autre pays.

Cette révolte, son visage, souvent ironique, la trahit. L'auteur n'a pas réalisé qu'un simple documentaire. Ce film vaut beaucoup plus que cela. Avec toujours beaucoup de discrétion, sans faire de théâtre, il nous raconte tout naturellement, tout simplement l'histoire d'Antonio et des immigrés portugais ; et si les sentiments sont exprimés pudiquement, ils n'en sont pas moins profonds.

Un film à voir.

Y. BORDES.

(1) Studio St-Germain-Village, rue de la Harpe. Métro Saint-Michel.

Du rififi chez les féaux

LA Ve pure et dure en voit de belles ! La semaine dernière un mystérieux attentat à la bombe faisait deux morts — en l'occurence des plastiqueurs eux-mêmes — à Bougival. Elle était destinée à un homme d'affaires d'origine corse, M. Francisci, président-directeur-général (sic) de deux cercles de jeux à Paris et commanditaire d'autres cercles du même acabit en Angleterre et au Liban.

Il pourrait s'agir d'un banal fait divers, d'un règlement de compte entre gens d'un milieu très spécial (celui des PDG de maisons de ieux) puisqu'il semble que Francisci était en relation avec un des associés du clan Guérini.

Mais là où l'affaire devient drôle c'est quand on sait que ce respectable « industriel » (c'est le titre que lui donne « France-Soir ») était et est toujours conseiller général de Zicavo (Corse), élu lors des dernières élections cantonales sous l'étiquette de l'Union d'Action pour la Défense de la Corse, apparentée Ve République. Certes un recours en annulation, qui n'a d'ailleurs rien à voir avec les activités de l'élu gaulliste, a été déposé et accepté par le tribunal administratif de Nice, mais en attendant la décision du Conseil d'Etat, Francisci est encore bel et bien conseiller général Ve République.

Mais somme toute, cela est très normal. Un parti qui compte autant de banquiers, d'administrateurs et autres capitaines d'industrie se doit également de procurer à ses membres les délassements nécessaires. Comme cela l'argent reste en famille. La politique ne se traite-t-elle pas autour des tapis verts ?

Moralité (!) : on peut être à la fois au-dessus des partis et dans le milieu.

M. TOURNY.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h,** 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, **le jeudi, 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi 22 décembre de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **le jeudi 21 décembre de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi 22 décembre de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

La nouvelle T.V.A.

LE ministre des Finances aidé par la presse et la Télé s'active pour démontrer que la mise en application de la nouvelle T.V.A. (taxe à la valeur ajoutée) n'aura pratiquement pas d'incidence sur les prix.

Son bel optimisme est très controversé.

Avec le nouveau régime 14 taxes vont disparaître et seront fondues dans la T.V.A.

Le taux de la T.V.A. va être baissé de 20 à 16,66 % pour le cas général qui intéresse les industriels. Les autres secteurs seront taxés à un taux réduit de 13 %. Mais ce taux, réduit par rapport au taux général de 16,66 % est cependant supérieur à l'ancien (10 %) et, de plus, de nombreux produits, notamment les produits alimentaires qui étaient jusqu'alors détaxés, seront astreints à la taxe. Les « prestations de services » ne seront plus astreintes à la T.P.S. (taxe de prestation de services) qui était d'environ 9 % mais seront passibles de la T.V.A. de 16,66 %.

Si l'ancien régime était fort compliqué, le nouveau l'est tout autant et M. Debré, pour nous affirmer que « dans l'ensemble » il n'y aura pas de hausse des prix, s'appuie sur des données que lui seul et quelques initiés qui l'entourent connaissent et sur des résultats qui lui sont fournis par les ordinateurs électroniques. C'est dire que la masse de ceux qui seront touchés directement ou indirectement par la nouvelle taxe, n'ont aucun moyen précis de prévoir quelles seront les répercussions du nouveau système. Ce qui est certain, c'est qu'avec la nouvelle T.V.A., l'Etat compte sur une baisse des rentrées fiscales de l'ordre de 4 milliards qui, selon l'Usine Nouvelle, seront supportés pour 2,25 milliards par le Trésor Public et 1,75 milliard par les consommateurs.

C'est donc 1,75 milliard que les consommateurs vont devoir supporter en plus. Mais ce chiffre est un minimum et risque fort d'être doublé. En effet, les entreprises commerciales dont les impôts vont augmenter ne vont pas manquer, dans une certain mesure par ignorance, dans une autre mesure par spéculation, de majorer leurs prix pour ne pas avoir à supporter les charges des nouveaux impôts et même pour essayer d'en tirer profit. Pour lutter contre des abus prévisibles et prévus, M. Debré ne dispose que d'une arme : l'appel au sens civique des commerçants. Et il essaie de nous rassurer par le fait que des conventions ont été signées par certaines chaines de distribution, grands magasins et super-marchés qui se sont engagés à maintenir la stabilité en compensant les hausses par des baisses sur 150 000 points de vente.

Maintenant, voyons qui supportera la charge de 2,25 milliards inscrits au compte du Trésor Public. La loi de finance prévoit une importante impasse budgétaire dont les 2,25 milliards qui ne rentreront pas dans les caisses de l'Etat. Cette impasse, le ministre des Finances assure qu'elle sera compensée par un accroissement des recettes dû à une reprise économique déjà amorcée. On veut bien le croire mais il y a fort à parier qu'il subsistera un important déficit qu'il faudra bien combler soit par des impôts nouveaux, et M. Debré nous prépare une nouvelle réforme de l'impôt sur le revenu, soit par l'inflation dont la conséquence est la hausse des prix.

A qui donc va profiter cette nouvelle T.V.A. ?

En premier lieu, aux industriels, et, en particulier, aux industriels qui exportent. En effet, ceux-ci ayant moins d'impôts à payer pourront consacrer une partie plus importante de leurs fonds aux investissements. Ainsi donc, la réforme de la T.V.A. revient à une subvention déguisée de l'Etat aux industriels pour leur permettre de soutenir avec plus de profits la concurrence étrangère au sein du Marché Commun.

Les entreprises commerciales de dimensions géantes, chaines de distribution, Uniprix, Super-marchés, pourront aussi y trouver un avantage. D'abord parce qu'elles pourront récupérer la T.V.A. sur les transports qui pour elles représent un poste important de leur exploitation, ensuite parce qu'elles pourront également récupérer la T.V.A. sur les investissements qui sont importants dans les grosses entreprises et enfin parce que, par la variété de leurs ventes qui comportent une grande masse de produits plus faiblement taxés, elles pourront effectivement équilibrer leurs prix.

Le petit commerçant, outre qu'il aura à supporter une charge plus grande d'impôts, aura à subir la pression des grosses sociétés commerciales.

Un autre aspect qui n'est pas dénué d'intérêt pour le pouvoir capitaliste, c'est qu'il va pouvoir davantage contrôler l'action des collectivités locales. La taxe locale est supprimée et se trouve incorporée dans la T.V.A. L'Etat compensera cette perte de ressources pour les départements et les communes en leur transférant un fraction de la taxe forfaitaire sur les salaires. Dans l'ensemble, il est prévu que l'Etat perdra 400 millions dans cette opération. Mais alors que les départements et les communes pouvaient disposer d'une certaine autonomie financière grâce aux rentrées de la taxe locale, elles devront dorénavant dépendre entièrement du Pouvoir central. Il est bien évident que cela ne manquera pas de favoriser les élus locaux partisans du Pouvoir central.

Ainsi, le gouvernement, après avoir écarté le Parlement des affaires publiques, profite d'une mesure économique pour renforcer son emprise politique sur un secteur qui jouissait encore d'une certaine autonomie de gestion et qui, de ce fait, donnait des moyens aux formations politiques qui pouvaient faire élire leurs représentants aux postes de maires et de conseillers généraux.

La réforme de la T.V.A. s'inscrit dans la politique d'une plus grande centralisation économique par l'intervention de l'Etat au bénéfice des grandes sociétés capitalistes et par contre-coup, par un certain renforcement de son autorité politique.

Le nouveau système ne va pas provoquer de grands bouleversements mais indiscutablement va contribuer à l'augmentation des prix dans un premier temps par les répercussions directes de l'application d'une taxe plus lourde sur les services et secteurs de distribution (13 % au lieu de 10 % en général). Dans un deuxième temps, par la récupération par l'Etat des sommes qu'il abandonne au secteur industriel pour le rendre plus compétitif.

D'une façon générale, il est prévu une surcharge globale de 1,8 milliard pour l'économie. Comme les industriels y ont avantage, que les grandes sociétés commerciales aussi, il faudra bien que quelqu'un paye. Et ce quelqu'un, c'est finalement le travailleur en tant que consommateur.

Si M. Debré s'active tant à persuader les commerçants de limiter leurs augmentations c'est qu'il sait bien que les travailleurs-consommateurs risquent fort de lui rendre la monnaie de sa pièce en exigeant des augmentations de salaires qui annuleraient les mesures gouvernementales de subventions déguisées aux entreprises.

Ce sont finalement les travailleurs qui montreront s'ils acceptent de payer les investissements des capitalistes ou si au contraire ils imposeront que ce soit ceux qui profitent des investissements qui les payent.

VAUQUELIN.

GRÈCE :

Le Roi et le règne des colonels

(Suite de la 1re page)

exact du putsch du 21 avril. Et il est évident que la lumière est encore loin d'être faite à ce propos. Mais près de dix ans après, savons-nous exactement en France ce qui s'est passé derrière les coulisses du 13 mai 1958 ? Et il semble bien, dans un cas comme dans l'autre, qu'il y ait eu non pas une. mais plusieurs conspirations simultanées.

Toujours est-il que toute la presse a remarqué, lors du putsch du 21 avril, que ce n'étaient pas les cadres supérieurs de l'armée, proches du trône, mais des cadres subalternes qui en étaient les principaux acteurs et bénéficiaires. Et ce ne sont pas les généraux (sauf un « brigadier ») qui gouvernent la Grêce, mais des colonels.

Ce n'est pas l'extrême-droite classique, inconditionnellement atlantique, qui elle aussi semble-t-il, préparait son coup d'Etat, mais aurait été prise de vitesse, qui est au pouvoir, mais une équipe d'officiers qui n'aurait pas que leur grade en commun avec Nasser.

Sur le plan de la politique intérieure, cela ne change sans doute pas grand-chose. L'anticommunisme « viscéral » est le fondement de toute la politique du régime, et cela ne peut déplaire ni aux Américains, ni aux représentants du Palais ou de la droite classique.

Cependant, le régime semble chercher l'appui de certaines couches de la paysannerie. Il a pris des mesures tendant à augmenter le prix d'achat aux petits propriétaires des produits agricoles. Et l'on parlait même, depuis un certain temps, de nationalisation de telle ou telle entreprise.

Ce n'est pas que les colonels soient le moins du monde socialistes Mais un régime de droite qui veut défendre les intérêts de la bourgeoisie nationale en s'opposant à l'impérialisme dans un pays sous-développé, ne peut le faire qu'au prix d'un certain nombre de nationalisations.

Ce qui est significatif, aussi, c'est que l'anticommunisme intérieur virulent des colonels ne les empêche pas de pratiquer une politique « d'amitié avec l'Est ».

Sur ce plan les choses sont encore peu avancées, bien que l'URSS et ses satellites aient reconnu le régime des colonels, et continuent à entretenir avec lui des relations diplomatiques tout à fait « normales ». Mais il est à cet égard assez significatif que parmi toutes les puissances signataires du pacte de l'OTAN, ce soit avec la moins « alignée » — avec la France — que le nouveau régime développe ses relations (les achats de la France à la Grèce ont doublé, d'après « Le Monde » dans les huit premiers mois de 1967). Il faut d'ailleurs remarquer que de Gaulle, prompt à pourfendre la politique israélienne, ou à critiquer la guerre que font les Américains au Vietnam, n'a jamais fait la moindre allusion critique au régime des colonels.

La Grèce est un pays charnière, participant à la fois par certains de ses traits de l'Europe industrialisée, mais aussi, faisant, par beaucoup d'autres, figure de pays sous-développé.

C'est l'un des paradoxes des pays occidentaux que ce soit la gauche (à l'exclusion bien sûr des staliniens) qui y représente le plus directement les intérêts de l'impérialisme américain. (En France, par exemple, un Guy Mollet ou un Mitterrand sont bien plus atlantiques que de Gaulle.) C'est ainsi que Georges Papandréou, leader du « Centre » grec, que soutenait la gauche, et l'EDA (couverture légale du P.C. interdit), qui avait vécu plus de 20 ans aux U.S.A. avant d'être « parachuté » (suivant l'expression de M. Tatu, du « Monde ») dans la vie politique grecque il y a quatre ans, représentait on ne peut plus fidèlement les intérêts de l'impérialisme nord-américain, et ses successeurs également.

Et ce n'est pas cet aspect-là de leur politique, on peut en être sûr, que visaient en premier lieu les conspirateurs du 21 avril. Leurs coups visaient d'abord les masses grecques (que la politique parlementariste de trahison de leurs dirigeants allaient livrer sans défense aux mains des bourreaux). Et l'élimination des Papandréou et des Canellopoulos du pouvoir n'était qu'un des aspects mineurs du problème. La fin de la démocratie, même d'une démocratie aussi relative que celle qui existait avant le 21 avril, c'était avant tout la fin de la démocratie pour les masses.

Sur ce plan, les putschistes ne pouvaient bénéficier que de la bienveillance, sinon de la complicité des services secrets américains.

Mais on ne peut pas priver les masses de toute liberté, sans supprimer également la démocratie pour les couches dirigeantes.

Ce n'est pas un phénomène nouveau. Marx écrivait il y a plus d'un siècle dans « le 18 brumaire de Louis Bonaparte » :

« La bourgeoisie avait fait l'apo-
« théose du sabre, et c'est le sabre
« qui la domine. Elle avait supprimé
« la presse révolutionnaire, et c'est
« sa propre presse qui est suppri-
« mée. Elle avait placé les réunions
« populaires sous la surveillance de
« la police, et ce sont ses salons qui
« sont, à leur tour, placés sous la
« surveillance de la police... Elle
« avait proclamé l'état de siège, et
« c'est contre elle que l'état de siège
« est maintenant proclamé. Elle avait
« remplacé les jurys par des com-
« missions militaires, et ses propres
« jurys sont, à leur tour, remplacés
« par des commissions militaires. »

Dans la Grèce sous-développée, ce n'est pas seulement la bourgeoisie nationale, mais aussi l'impérialisme qui avait fait l'apothéose du sabre. Mais ce sabre qui domine aujourd'hui la société grecque n'est pas seulement devenu indépendant, dans une large mesure, des forces sociales qui applaudirent l'avènement de son règne, il manifeste aussi des aspirations « neutralistes ».

Et cela explique sans doute les liens qui unissaient Constantin au gouvernement et services secrets américains lors de la tentative avortée de contre-putsch.

Mais Constantin n'était plus, s'il avait jamais été autre chose, qu'un fantoche sans aucune possibilité d'action. Son contre-coup d'Etat s'est déroulé comme une bouffonnerie d'opérette, fou et roi confondus.

Cela n'a guère d'importance. Ce qui compte, c'est la tragédie que vit depuis des mois le peuple grec. Et il ne peut compter que sur lui-même pour mettre fin au règne sanglant des colonels.

En Grèce, comme partout dans le monde, la construction d'une véritable direction révolutionnaire est le problème de notre époque.

Jacques ROLAND.

ALGÉRIE :

PAS DE DÉMOCRATIE POUR LES GÉNÉRAUX

(Suite de la 1re page)

gérie un appareil d'Etat; cet appareil d'Etat nécessaire à l'édification d'une nation algérienne qui comblerait les vœux d'une bourgeoisie faible mais présente; d'une bourgeoisie qui se retrouve et se reconnait dans cet appareil d'Etat et sa politique.

Mais la tâche n'était pas simple. Elle ne l'est toujours pas.

En six ans, à travers les louvoiements, les mesures répressives, Ben Bella, puis Boumedienne ont pu installer un appareil qui leur permet de maintenir le peuple algérien en tutelle. Mais cet appareil n'est pas d'une docilité parfaite. Il s'y produit des tiraillements qui, périodiquement, éclatent en crise.

Non pas que ceux qui s'opposaient hier au pouvoir, ou qui aujourd'hui s'y opposent, défendent les aspirations populaires dévoyées, trahies.

Le colonel Zbiri, aujourd'hui, affronte Boumedienne. Mais on serait bien en peine de dire en quoi ses positions politiques différent de celles de Boumedienne. Et cette ignorance n'est pas due, pour l'essentiel, au monopole de l'information dont dispose le pouvoir. Car Zbiri, comme autrefois les Ait Ahmed ou les Khidder, ne propose rien de sensiblement différent au peuple algérien, si toutefois il propose quelque chose.

Ce qu'il reproche aujourd'hui à Boumedienne, plus que sa politique, ce sont ses méthodes de gouvernement. Des reproches majeurs que font au gouvernement ceux qui, ces jours derniers, se sont écartés du régime, c'est de ne pas recourir à la direction collégiale, et, en particulier, de ne pas réunir le Conseil National de la Révolution dont ils sont membres. Ils voudraient, comme d'autres, participer aux décisions, mais ils ne contestent pas l'orientation de ses décisions. Ils voudraient qu'on leur accorde, dans les institutions dont ils étaient membres, des droits démocratiques qu'ils ont contribué à étrangler dans le pays.

Boumedienne vient de leur répondre. Il a décidé de réorganiser et de renforcer le parti, coupant court aux illusions qui, sans cesse, renaissent dans les milieux politiques, illusions de politiciens ou d'anciens maquisards qui, s'ils ne se battaient pas pour donner la liberté au peuple espéraient une « démocratie » des « élites », une démocratie à leur niveau.

Mais ces illusions, Boumedienne est bien obligé de les détruire.

Dès 1962, le gouvernement algérien a tourné le dos à sa base populaire. Il a choisi, avec Ben Bella, de gouverner sans associer au pouvoir les couches les plus pauvres et les plus nombreuses de la population. En évinçant Ben Bella à l'aide de l'armée, Boumedienne a aggravé encore l'isolement du pouvoir d'Etat.

Dans ces conditions, il n'y a de démocratie possible ni dans le pays, ne au sein de l'appareil d'Etat lui-même fut-ce dans l'armée.

P.V.

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIIIe.
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins

METALLURGIE :
Acieries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond
ALSTHOM — Saint-Ouen
BABCOCK WILCOX — La Courneuve
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15e
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
S.E.V. — Issy-les-Moulineaux.
CRANE — Lille
C.S.F. — Levallois (Seine)
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13e
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15e
CHEMINOTS — Gare de Lyon
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris
B.N.P. — Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche
MAVILOR — Saint-Chamond
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy

LA JOURNÉE DU 13

MANIFESTATIONS...

...A LYON

LA manifestation du 13 décembre à Lyon démarrait à 15 h 30 devant la Bourse du Travail. Peu avant, on voit les travailleurs de Rhodiacéta-Vaise qui arrivent en cortège, entonnant à plusieurs reprises « l'Internationale » avec vigueur. La manifestation alors s'ébranle et s'engage sur l'avenue de Saxe ; la rue menant à la Préfecture, toute proche, coupant cette avenue, est barrée par les flics. Les manifestants scandent « CRS-SS », le ton monte et quand les travailleurs de Rhodia arrivent à ce carrefour on entend « A la Préfecture ! ». Le cortège s'immobilise, beaucoup font face maintenant aux forces de police : derrière un cordon de gendarmes, se tiennent les C.R.S. casqués, matraques au côté. Des boulons et des pierres pleuvent sur eux, en même temps que les injures et les invectives. L'affrontement paraît inévitable. Mais celui qui se produit oppose les manifestants... au service d'ordre syndical venu en hâte pour repousser les travailleurs décidés à se battre. Il n'hésite pas, lui, à employer les coups pour « ramener » les ouvriers dans le droit chemin. Il s'agit de repousser le groupe des plus ardents, surtout composé de travailleurs de Rhodia, vers l'avenue de Saxe et aussi d'isoler par un cordon de gens à brassard le reste du cortège de ces « excités ». Parmi ces derniers, qui reprennent finalement leur place, il y a des exclamations de colère : un ouvrier 4 x 8, membre du P.C. dit : « C'est dégueulasse ! si on ne peut pas essayer de faire quelque chose quand on est au moins 10.000, on ne le fera jamais ! ».

La suite de la manifestation, à travers Lyon, se passe bien gentiement et à la fin les dirigeants font regrouper les arrivants en face de la Caisse Lyonnaise de Sécurité Sociale, près de la gare de Perrache. Les discours se suivent... et se ressemblent puisqu'ils se bornent à expliquer ce que tous savent déjà sur les ordonnances mais en évitant d'aborder le problème du chômage et surtout la question de la riposte à opposer, après ce 13 décembre, aux attaques des patrons et de leur gouvernement.

Vers la fin des interventions une agitation se produit dans un coin où l'on scande : « A Bellecour, A Bellecour » ! (grande place du centre de la ville). Un ouvrier remarque : « On commençait à s'endormir » et il va voir de ce côté-là, avec d'autres, dont des étudiants et le groupe de Rhodia portant toujour sa banderole. Après une hésitation, les plus décidés traversent la rue et invitent les autres manifestants à venir avec eux mais le service d'ordre syndical veille et fait barrage pour empêcher de traverser la rue, en rappelant bien haut : « c'est terminé », « il faut se disperser ». Cependant, encore 200 ouvriers de Rhodia forcent le passage et viennent renforcer la manifestation improvisée qui prend le chemin de Bellecour, par la rue Victor-Hugo, en chantant l'Internationale. Vers le milieu du trajet, un barrage de C.R.S. se constitue. Après une rapide sommation, ils foncent sur les 300 étudiants et ouvriers qu'ils attaquent avec la violence des gens casqués armés et plus nombreux. Les manifestants, surtout les ouvriers de Rhodia, font face un moment et plusieurs sont frappés sauvagement au visage. D'autres, dont un militant C.F.D.T., sont embarqués dans le panier à salade. Les C.R.S. s'acharnent jusqu'à ce que les manifestants se soient tous dispersés.

W.

...A ST-ETIENNE

ON ne s'attendait pas à voir tant de monde à la manifestation de St-Etienne, le 13 décembre. Les journaux annoncent 2 500 participants, mais on peut compter facilement le double d'après la superficie occupée. Ce sont surtout les menaces de licenciements et de chômage qui ont fait venir les ouvriers de toute la région de la Loire. Il y a peu de banderolles sur la Sécurité Sociale. On voit surtout des thèmes comme la « garantie de l'emploi » ; « 1945, ouvrier français, le 1er ; 1967, le dernier d'Europe », « La 5e semaine de congés ». On a pu voir aussi certaines banderolles provenant de F.O. et de la F.E.N., celles qu'ils sortent périodiquement d'une manifestation sur l'autre, mais dont le sigle avait été caché cette fois, puisque leurs confédérations n'appelaient pas à la manifestation.

Pour nous faire patienter en attendant les discours, nous avons eu le loisir d'écouter des disques, auxquels d'ailleurs on n'entendait rien. Puis on nous a annoncé que, vu le froid, les orateurs parleraient à l'intérieur de la Bourse du Travail et ceux qui le voulaient, étaient conviés à entrer les écouter au chaud. Malgré cela, la majorité d'entre nous est restée dehors, écouter les paroles que déversaient les hauts parleurs.

Se sont succédés au micro, la C.G.T. qui a rappelé qu'il n'existait pas de chômage dans les pays socialistes ; la C.F.D.T., s'opposant aux mouvements partiels et s'affirmant pour les mouvements de plus grande ampleur ; puis l'AGESE (Association Générale des Etudiants de St-Etienne) a parlé de la défense de la M.N.E.F. (Mutuelle des Etudiants) ; la F.E.N. est venue apporter la solidarité du Corps enseignant tout en pleurant de ne pas avoir été appelé pour la gestion de la Sécurité Sociale. Enfin, sont intervenus, un représentant de la Fédération F.O. de Firminy, qui a été remercié pour sa participation, et le cartel de défense de la Sécurité Sociale.

Les discours terminés, le cortège se forme avec en tête les représentants des unions départementales, suivis d'une voiture portant le cercueil de la Sécurité Sociale, puis viennent les banderolles des usines qui licencient ou qui vont fermer et le gros des manifestants.

Le circuit annoncé est court. Il s'agit de longer les halles jusqu'à la place du peuple, d'atteindre l'Hôtel de Ville, de le contourner et de rejoindre la place du peuple en empruntant la grande rue, enfin de remonter aux Halles et vers la Bourse. Il s'y produit malgré cela divers petits incidents significatifs du mécontentement dans la région : Arrivé à l'Hôtel de Ville, un groupe qui se trouve derrière la banderolle Manufrance commence à en gravir les marches en criant : « Durafour démission ». Ceux qui suivent se regardent sans intervenir mais assez contents de l'incident. Puis, après un moment d'hésitation, ils redescendent au grand soulagement du service d'ordre. Mais le cortège ne repart pas pour autant. On entoure la voiture qui porte le cercueil, et, dans le silence, retentit la sonnerie aux morts, suivie de l'internationale qui est chanté à plusieurs reprises à l'unanimité. Pour une fois on avait banni la Marseillaise. Puis le cortège s'ébranla à nouveau en direction de la Bourse du Travail. Mais alors qu'en tête, les représentants de l'U.D. obliquaient à droite pour éviter la grand'rue, particulièrement passagère, le gros des manifestants, après une brève hésitation, se regroupa derrière la banderolle des métaux, pour l'emprunter. On peut alors entendre parmi les manifestants : « On les a eu », « Terrible », « Bien joué », par les optimistes qui furent bientôt remplacés par « On s'est fait avoir » lorsque le service d'ordre nous fit obliquer vers les Nouvelles Galeries avant d'ordonner la dislocation.

Malgré cela ce fut une manifestation encourageante où les lamentations habituelles avaient été remplacées par « la pilule aux patrons », et où l'Internationale avait repris ses droits sur la Marseillaise et « des sous Charlot ».

D. TAGNAN.

Un aspect de la manifestation du 13 décembre à Paris. (Photo Voix Ouvrière)

...A PARIS

" ON se croirait à un enterrement ici ! Allez, on gueule un peu. Avec moi : un... deux... trois... **Augmentez nos salaires ! Augmentez nos salaires ! Augmenter nos sal... »**

C'est dans le silence et l'isolement que le cri du cœur de cet ouvrier se perdit. Il est vrai qu'il est difficile de crier en chœur et avec enthousiasme quand le cœur n'y est pas. Et il n'y était pas ce 13 décembre.

En fait, depuis longtemps, une manifestation n'avait été aussi triste et aussi peu réussie. Les quelque 30 à 40.000 militants qui avaient essayé d'y croire un peu plus que la grande majorité des déçus restés chez eux, et qui s'étaient déplacés parce qu'il « faut toujours manifester », n'avaient quand même pas assez d'illusions et de confiance en leur lutte pour ajouter de l'enthousiasme à leur présence.

Les directions syndicales avaient fait le nécessaire pour que cette journée du 13 soit aussi décourageante que possible : dans la plupart des entreprises rien n'avait été organisé, les débrayages étaient à des heures différentes, peu de tracts préparatoires avaient été diffusés, etc. (Voir ci-contre comment s'est déroulée cette journée d'« inaction » dans les différentes entreprises).

De plus, aucune perspective n'était offerte quant à l'avenir et à la possibilité de voir un jour les revendications aboutir. Comment dans ce cas avoir le moral qui seul donne l'envie de lutter ?

Aussi les seuls groupes de manifestants qui eurent un peu d'allant furent les entreprises actuellement en lutte, ainsi que les étudiants, présents par « solidarité avec les travailleurs » et dont l'enthousiasme ne dépend pas des échecs ni des impasses dans lesquelles les directions syndicales garent les luttes sociales. Le groupe de l'UNEF, le plus nombreux, était bien organisé et décidé. Il fut un des seuls à chanter « l'Internationale » au lieu du débilitant « Pompidou navigue sur nos sous » que la plupart des autres groupes essayaient en vain de chanter. Ceux de Dassault, actuellement en bagarre, hurlaient pour leur part « Dassault peut payer », repris par de nombreuses pancartes, et accompagné de coups de sifflets stridents et scandés à s'en boucher les oreilles.

Avec quelques autres rares groupes, tel celui d'Hispano qui ne cessait de réclamer « le pouvoir aux travailleurs » ,il était un de ceux qui voulait faire de la manifestation autre chose qu'un enterrement des espoirs ouvriers, un des seuls à vouloir crier malgré tout sa volonté d'obtenir un jour gain de cause.

L'aspect général de tristesse se vérifiait par contre tout au long du reste du cortège. Sur les trottoirs presque vides, seul un passant parci par-là applaudissait le groupe des personnalités présentes.

La plupart des participants trouvèrent préférable de rentrer chez eux sans attendre la fin des discours.

Il y eut pourtant un moment animé, vers la fin une altercation mit aux prises les militants de la C.F.D.T. avec les représentants du P.C.F. et de la F.G.D.S. qui étaient montés à la tribune. La C.F.D.T. exigea que les organisations politiques en descendent au nom de «l'apolitisme» des organisateurs de la manifestation.

Waldeck-Rochet du P.C.F. et Estier de la F.G.D.S. s'inclinèrent.

Y. JAN.

...A CLERMOND-FD

DANS le cadre de la journée nationale « d'action » les travailleurs clermontois étaient appelés par les U.D. : C.G.T. ; C.F.D.T. et la Section Départementale de la F.E.N. et du S.N.I. à un meeting à la Maison du Peuple, meeting qui serait suivi d'une manifestation en direction de la préfecture. A cet appel, appuyé par celui de l'Association Générale des étudiants Clermontois, seulement un millier de personnes environ répondait. Il faut dire que rien n'avait été fait pour donner plus d'ampleur à cette manifestation.

Pour prolonger la lutte contre les ordonnances, la C.G.T. Michelin n'avait proposé comme forme d'action que des participations massives à des délégations, l'adoption de motions qui seraient remises aux chefs d'atelier, et on ajoutait : « des débrayages partout où cela sera possible »... Sur une telle base d'action, il s'agissait de démontrer le mécontentement des travailleurs !

Cette apparente modération dans la préparation d'une journée « nationale » décidée au niveau des confédérations, ne s'explique que par la violente hostilité des travailleurs, et ceux de Michelin en particulier, à ce type de mouvement. De ces journées sans lendemain, ils en ont connues une dizaine ces deux dernières années.

Malgré les coupures de courant, Michelin, par tradition, ne lock-outait pas ; à l'usine les effectifs étaient donc normaux. Mais la majorité des petites usines de mécanique lock-outaient et un mot d'ordre de grève de protestation avait lieu le mardi : à Olier, une heure de grève de 8 h à 9 h... à l'heure du casse-croûte !

A 18 h à la Maison du Peuple, se succédèrent à la tribune les orateurs des quatre organisations citées qui nous servirent le bavardage habituel, sans qu'aucun n'ouvre l'ombre de perspectives.

La manifestation, identique à toutes celles que nous avons connues, nous conduisit à la préfecture ; le slogan « A bas les ordonnances » souvent repris. Devant la préfecture le cri unanime fut « le préfet au balcon ». Après une vingtaine de minutes d'attente, la foule impatiente proposa d'entrer. Un grand nombre avait déjà commencé à se disperser. Il y eut alors quelques poussées sur les marches de la préfecture. Des flics casqués et équipés de matraques arrivèrent alors et repoussèrent les manifestants, brisant une banderole. Un responsable C.G.T. prit la parole, disant : « Vous vouliez la réponse du pouvoir, vous l'avez ; les organisations syndicales, quant à elles, vous demandent de vous disperser ». Des protestations se firent entendre. Il ne restait plus qu'une centaine de personnes, en grande partie des étudiants qui, regroupés, se mirent à huer les gardes mobiles qui repoussèrent et dispersèrent les manifestants. Quatre étudiants furent embarqués pour vérification d'identité et relâchés presqu'immédiatement.

De toute les journées nationales, celle-ci est incontestablement la moins réussie dans la région.

E. WEISS.

5 DÉCEMBRE

DANS LES ENTREPRISES

A Babcock

Dans l'usine, le 13 décembre, est venu à la suite d'une série de débrayages pour l'augmentation des salaires. Rarement débrayages n'avaient été suivis avec tant d'ardeur.

A deux reprises, la quasi totalité des travailleurs de l'usine s'est retrouvée dans la rue, au coude à coude. Dans certains secteurs, dont la tuyauterie, les ouvriers avaient réussi à imposer des réunions qui précédaient les débrayages et auxquelles de nombreux travailleurs assistaient. (Près d'une centaine à Ty avant le dernier débrayage.)

Pour le 13 décembre, la majorité du personnel s'attendait à une grève de 24 heures. Lorsque la C.G.T. a laissé entendre que le débrayage serait réduit à quelques heures, les ouvriers ont demandé que soit organisée une réunion de discussion. Les bureaucrates du syndicat, peu désireux de soumettre à la discussion, leur géniale stratégie de lutte, ont invoqué de nombreux prétextes pour ne pas faire cette réunion. Finalement, c'est dans une semi-clandestinité que la section C.G.T. s'est réunie pour décréter que le 13 décembre se réduirait à 3 h 30 de grève.

Faut-il s'étonner que la plupart des travailleurs de l'usine n'ait pas jugé utile le déplacement à la manifestation de Paris ?

Le 13 décembre à la SNECMA Gennevilliers

La direction a lock-outé mercredi 13 et fait récupérer le samedi 16.

Les syndicats ont appelé à un débrayage de 3 heures le jour de la récupération. Participation à la manifestation du 13 réduite aux délégués syndicaux (sur les « heures »).

Saint-Nazaire

La grève du 13 décembre a été marquée à Saint-Nazaire par un véritable échec des organisations syndicales. L'ambiance n'y était pas et on sentait un véritable désintéressement des travailleurs.

A part l'E.D.F., le secteur public n'avait pas daigné déposer de préavis de grève ; pour le secteur privé, la C.G.T. et la C.F.D.T. appelaient à un débrayage de deux heures et demie, avec une manifestation en ville. F.O. ne s'y associait pas.

On pouvait s'attendre à une faible participation au débrayage pour le lendemain, quand, lundi soir, la direction des Chantiers de l'Atlantique annonçait que, faute de courant, elle fermait son entreprise et ferait récupérer cette journée le 6 janvier.

Les syndicats ne bronchaient pas et la manifestation interprofessionnelle du mercredi matin rassemblait tout au plus cinq cents personnes (même pas les syndiqués C.G.T. des seuls chantiers).

A la C.A.F.R.P.

Le 13 décembre fut annoncé au dernier moment (le 4 décembre). C'est alors que les syndicats ont parlé d'organiser un référendum parmi le personnel au sujet de la participation à la grève.

Les délégués ont donc circulé dans les bureaux, et n'ont d'ailleurs même pas pris la peine de passer dans tous les services, pour faire voter le personnel sur la grève. De discussion, point. Il fallait simplement répondre par oui ou par non.

Les résultats du référendum ont donné 44 % de « oui » et 52 % de « non ». En conséquence de quoi, C.G.T. et C.F.D.T. ont demandé au personnel de ne pas faire grève, puisque de toute façon, ils seraient une minorité à ne pas venir travailler !

A la C.R.S.S.P. pas de débrayage, mais une manifestation bidon

A la C.R.S.S.P., les militants de la C.G.T. ne semblent pas avoir pris au sérieux la journée du 13 décembre et ont organisé « l'action » la plus ridicule que, de mémoire d'employé, l'entreprise ait connue.

Pas de débrayage donc, pas de délégations : la C.G.T. a innové. Elle a organisé une manifestation de la sortie de l'entreprise... au métro Stalingrad ! Pour éviter une manifestation trop longue, les bureaucrates de la C.G.T. ont choisi de manifester jusqu'à l'entrée du métro la plus proche de la Caisse, rue de Tanger.

Enfin, la forme d'action la plus économique a été trouvée : des milliers d'employés ont manifesté sans s'en rendre compte. Il a suffi à quelques individus de faire un bouchon à la sortie de la Caisse, d'obliger les premiers à descendre sur la rue, pour que la manifestation commence et, on pouvait s'en douter, se déroule dans le calme et la dignité.

Gageons que les employés de la C.R.S.S.P., qui manifestent 365 jours par an, n'obtiennent rapidement le socialisme dans leur Caisse !

LUTTE DE CLASSE

Le numéro 10 de la « Lutte de classe », numéro de décembre est paru

Au sommaire :

Voix ouvrière est hebdomadaire.

Tactiques et base sociale des syndicats en France.

L'U.R.S.S., le tiers monde et la 3e guerre mondiale.

De la méthodologie organisationnelle.

LA SEMAINE REVENDICATIVE DES BANQUES

Les syndicats s'emploient à morceler l'énergie combative des employés.

LE mécontentement est grand actuellement dans les banques parisiennes. Déjà le 29 novembre les employés, en débrayant à l'appel des cinq syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. et S.N.C.B. — section bancaire de la C.G.C. — avaient manifesté leur opposition aux bas salaires et aux perspectives de travail du samedi projeté par les banquiers et déjà appliqué dans certaines agences.

D'autres actions se sont déroulées depuis. Mais alors que la forte participation des employés atteste de leur volonté de lutte, toute l'énergie des responsables syndicaux de la banque semble ne s'utiliser qu'à éparpiller, morceler le mouvement. C'est ainsi que lors de la « semaine revendicative des banques » du 11 au 15 décembre une sorte de roulement a été organisé dans les grandes banques parisiennes, les syndicats n'ayant, à aucune des différentes manifestations, appelé les employés de banque à participer tous ensemble, aux mêmes lieux, aux mêmes heures.

A LA B.N.P. BARBES

Le 11 décembre, une délégation composée de deux membres de chaque organisation syndicale se rendait auprès de M. Manifacier, directeur central de la B.N.P. Comme l'on pouvait s'y attendre, ils n'obtinrent aucune des revendications qu'ils présentèrent, pourtant fort peu précises.

Le 12, les responsables interbanquaires des organisations syndicales se sont rendus à l'Association Professionnelle des Banques — syndicat patronal — pour lui demander une réunion prochaine de la Commission Nationale Paritaire, sur les problèmes précités. On leur a signifié une fin de non-recevoir.

Malheureusement pour nos dirigeants syndicaux, la « journée nationale d'action du 13 décembre » coupait la belle ordonnance de cette semaine revendicative. Cela donna lieu à des prises de position dont on pourrait rire si elles n'étaient pas parties intégrantes d'un sabotage délibéré de la lutte des employés.

La C.G.T.-F.O. le S.N.C.B. et la C.F.T.C., fidèles à la coutume, ne voulaient pas participer à une « grève politique ».

La C.G.T. et la C.F.D.T., arguant les nécessités de l'unité, refusèrent, ceci contre la volonté de nombreux de leurs militants, d'une part de critiquer les autres organisations sur ce point et d'autre part d'appeler le personnel de Barbès à participer à cette journée.

Cela n'empêcha d'ailleurs nullement une dizaine de délégués C.G.T., sur leurs heures de délégation, de participer à la manifestation de la République à la Bastille, sous la banderole de l'Union des syndicats C.G.T. de la banque, dont les permanents, sans pudeur, étaient présents, alors qu'un mot d'ordre de « sortie anticipée » n'était donné qu'au Crédit Lyonnais.

L'attitude des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la B.N.P. ne peut pas étonner, elle entre parfaitement dans le cadre de tous les cafouillages qui ont accompagné la « préparation » de cette journée du 13.

Ce faux pas n'empêcha pas la moitié des employés de Barbès de manifester leur mécontentement le 15. Ce jour, les syndicats organisaient une manifestation interbancaire, à 9 heures devant l'A.P.B., ce qui correspondait à une entrée retardée jusqu'à 10 h 30. Le S.N.C.B. s'associait au débrayage, mais pas à la manifestation.

Le 15, à 9 h, plus de 2 500 employés se retrouvaient sous les fenêtres de l'A.P.B., rue Lafayette, scandant : « nos quarante heures », « pas question le samedi », « augmentez les salaires », etc. Les forces de l'ordre, police et gardes mobiles, étaient nombreuses, et peu discrètes, leurs injonctions d'évacuer la rue Lafayette, furent tout de suite acceptées par les dirigeants syndicaux : dès 9 h 10 le cortège se dirigea vers les Grands Boulevards, criant toujours les mêmes revendications. Devant les banques qui malgré tout étaient ouvertes, les cris fusaient : « avec nous, avec nous » ; quant aux chants de kermesse : « des sous Charlot », « il était un premier ministre » que les responsables lançaient de l'avant, ils furent peu repris.

A Richelieu-Drouot, la police dirigea le cortège vers le boulevard Haussman, lui interdisant ainsi l'accès du Crédit Lyonnais et la dispersion fut organisée devant les cordons de policiers qui gardaient l'entrée de la B.U.P. et de la B.N.P. Haussman.

Les employés de Barbès, qui étaient plus de 300 à participer à cette manifestation, remontèrent toujours groupés par la rue Le Pelletier, imposant la continuation de la manifestation à la fois à la police qui voulait contenir celle-ci sur les trottoirs, et aux responsables qui durent se faire prier pour déployer leurs banderoles. C'est ainsi que pendant cinq minutes on eut le spectacle insolite et réconfortant d'une manifestation criant : « Nos 40 heures, nos samedis, nos banderoles, nos banderoles... ». Vers 10 h 15, ils rejoignirent le reste des 2 000 grévistes de Barbès qui restèrent massés pendant près de dix minutes à la porte, au nez et à la barbe des trois cars de flics qui avaient suivi jusque-là.

Les 2 000 employés rentrèrent tous ensemble à 10 h 30, scandant « nos quarante heures, touchez pas au samedi » jusque dans les escaliers centraux, tous les employés qui n'avaient pas fait grève purent les entendre.

On n'avait pas vu ça depuis longtemps, la forte participation à cette lutte, l'ambiance qui y régna, le fait que le personnel d'agence ait beaucoup débrayé, parfois même jusqu'à 50 %, tout cela prouve que la température monte dans les banques.

AU CREDIT LYONNAIS

Après le 29 novembre, il y a eu des délégations le 7 décembre, parallèles à des débrayages partiels au siège du Crédit Lyonnais. On signa aussi des pétitions, en attendant l'action « d'envergure » promise par les syndicats.

Le 12 décembre au Siège, la C.F.D.T. diffusa un tract à la porte pour appeler à sortir le 13, à 15 h, afin de participer à la manifestation. Quant à la C.G.T., elle ne diffusa ce même appel qu'à l'intérieur, à certains services.

Le 13 donc, c'est près d'un millier d'employés qui se massèrent à la porte Quatre-Septembre sous la banderole Crédit Lyonnais pour rejoindre les camarades des compagnies d'assurances qui venaient de manifester devant leur Chambre patronale. Beaucoup de jeunes encore pour qui c'était la première manifestation, beaucoup d'enthousiasme aussi.

La jonction se fit boulevard des Italiens et, devant le service d'ordre armé, le cortège pris le chemin de la République en scandant des slogans tels que « au bloc Lainé » (Bloch-Lainé P.D.G. du C.L.), « pas question le samedi », « les banquiers doivent payer », etc...

Sur le parcours le nom de chaque banque ou entreprise qui se trouvait là était scandé et leurs employés étaient invités à se joindre à la manifestation.

A la République, le nombre des participants diminua d'un bon tiers et les autres s'essouflèrent. Le tonus retomba et c'est avec lassitude que le groupe gagna la Bastille où la majorité se dispersa sans écouter les discours.

Le Crédit Lyonnais Levallois ne vint pas à la manifestation car la C.G.T. et la C.F.D.T. ne les appelèrent à sortir qu'à 16 h 30. Pourtant 65 % des employés débrayèrent.

Par contre, le vendredi 15, le Siège ne fut pas appelé à venir manifester devant l'A.P.B. : « il ne faut pas lasser les gens » au dire des syndicats, mais Levallois, lui, débraya...

Décidément les employés du Siège et de Levallois ne devaient surtout pas se rencontrer.

Mais que le Siège se console, on lui promet une sortie anticipée pour le 20 décembre, et si Levallois y tient, ce sera son tour... un autre jour.

RHODIACETA :

Des ouvriers en colère

Dans la nuit de samedi à dimanche, la Direction prétendait affecter un certain nombre des 120 ouvriers 4 x 8 qu'elle avait laissés entrer au démontage des filières. Cependant, au-delà du problème technique de la remise en route de la filature, il y a la question de la riposte à déclencher.

Les syndicats, eux, se concertent pendant le week-end. Leur objectif est de discuter avec le patron. Ils ont prétendu que les « incidents » causés par les 4 x 8 risquaient d'amener un lock-out. En fait, la Direction n'a pas eu besoin de raisons pour décréter le lock-out, n'importe quel prétexte lui convient. D'ailleurs, celui qu'elle a donné (« arrêts de travail répétés ») indiquerait bien plus la faillite de la tactique syndicale consistant à faire lutter les travailleurs séparément. Un peu comme à Berliet en avril dernier, la Direction pose ses conditions : plus de débrayages répétés. Mais à Vaise il reste encore des armes à la disposition des ouvriers, d'abord l'usine n'est pas fermée, et les travailleurs des 4 x 8 peuvent y venir pour s'y retrouver, discuter de leurs actions, ensuite les travailleurs des autres ateliers et services ne sont pas lockoutés. Si le patron était moins sûr d'abord de ne pas voir les 4 x 8 s'installer dans l'usine, ensuite de ne pas voir les travailleurs non lockoutés refuser de travailler tant que 1 200 de leurs camarades sont mis à pied, il serait moins exigeant.

Jusqu'à ce jour, les syndicats ont favorisé la manœuvre de division du patron, en refusant de soutenir à fond l'action des 4 x 8. Mais si la détermination de ceux-ci à fait tache d'huile, les dirigeants syndicaux ne sont pas sûrs d'empêcher que les travailleurs de Rhodia se décident à l'affrontement.

Jean MASSARDIER.

FORCE ET FAIBLESSE DU TROTSKYSME

IL est banal de déplorer ou de plaisanter la division des organisations qui se réclament du trotskysme.

Certains disent que le mouvement trotskyste est faible parce qu'il est divisé ; d'autres disent, ce qui ne revient pas tout à fait au même, qu'il représenterait un courant important s'il savait unir ses forces. C'est en quelque sorte la réflexion du marchand de journaux : « Vous pourriez faire un bien plus beau journal si vous vous mettiez tous d'accord. »

Mais cette division n'entraîne pas en elle-même la faiblesse. Cette division, c'est celle des idées ; les organisations, les groupes, les tendances sont les formes qu'utilise l'affrontement des idées. Ce n'est pas une preuve de faiblesse ; c'en est une de dynamisme et de vitalité. Le mouvement trotskyste est de tous ceux qui, issus du bolchévisme, se sont opposés au stalinisme, le seul qui ait conservé une existence politique à l'échelle du globe. Dans la Russie pré-révolutionnaire, les partis, les groupes, les unions, les cercles foisonnaient. Ce n'était pas par faiblesse ; c'est dans ce bouillonnement d'idées que se sont formés et révélés les cadres révolutionnaires.

Pour nous, la division des rangs trotskystes n'est pas une tare. Mais ce n'est ni une tare ni une faiblesse à la condition que chaque groupe, chaque tendance, soit convaincu qu'il est une partie d'un tout ; à la condition que chaque militant soit convaincu que s'il se forme un véritable parti révolutionnaire dans ce pays, s'y retrouveront la majorité des militants trotskistes de toutes les tendances actuelles. Le programme, les méthodes, de ce futur parti seront ceux qui auront prévalu et, peut-être, s'y retrouveront toutes les tendances actuelles sinon d'autres.

Si nous sommes capables, et c'est ce qui a toujours inspiré notre attitude vis-à-vis des autres organisations révolutionnaires, d'instaurer entre nous les rapports qu'auraient entre elles des fractions ou des tendances d'un même parti, notre division est force et non faiblesse. Pour cela il faut que nous ne perdions jamais une occasion d'agir — et pas de bavarder — en commun ; pour cela il faut que, sans taire au contraire nos critiques politiques, nous soyons solidaires de ce que nous avons de commun ; pour cela il faut que nous donnions, face au stalinisme, l'exemple de ce que sont et savent faire des révolutionnaires qui, tout en étant intransigeants sur leurs idées, tout en utilisant la critique comme une arme et un soutien politique, ont des rapports fraternels et ne perdent pas une occasion de compenser leur division organisationnelle par des actions en commun.

Ce long préambule, pour revenir aux attaques des staliniens contre le « gauchisme », attaques où l'on assomme plus que l'on cherche à convaincre.

En rendant compte de l'agression de commandos du P.C.F. contre une réunion organisée à Lyon par l'O.C.I. et « Révoltes », nous avions fait état, il y a deux semaines, des paroles pour le moins curieuses d'un militant de « Révoltes » qui, de la tribune de cette réunion, nous accusait de faire « des commandos qui vont casser la gueule aux ouvriers ». Nous écrivions que c'était là en général le genre de calomnies plus à leur place dans la bouche des staliniens et que si c'était fait pour désarmer le P.C.F. en rampant un peu, cela serait surtout inefficace.

Or, des camarades de « Révoltes » ou de l'O.C.I. ont affirmé à certains de nos militants que ces mots n'avaient pas été prononcés à cette tribune.

Non seulement ils l'ont été mais, de plus, un tract signé de « Révoltes » et de l'O.C.I. et diffusé à Lyon le 8 décembre à propos des militants du P.C.F. qui avaient attaqué leur réunion, s'exprimait dans ces termes :

« Venus selon toute évidence pour « trouver devant eux des militants « de « Voix Ouvrière » qui avaient « voulu à leur manière imposer la « démocratie ouvrière en juin der- « nier chez Berliet, les camarades « du Parti Communiste Français n'ont « vu aucun de ces militants.

« Venus pour trouver devant eux « des individus qui se contentent de « critiquer les syndicats en refusant « d'y militer pour les défendre,

« Venus pour faire taire des « des- « tructeurs de syndicats... »

« Venus pour détruire des divi- « seurs de la classe ouvrière... »

Ce que nous déplorons dans cette terminologie et la mentalité politique que cela révèle, c'est le tort que cela fait à l'ensemble du mouvement révolutionnaire, à l'ensemble du mouvement trotskyste.

Le fait d'introduire en contrebande les calomnies staliniennes dans les rangs trotskystes ne peut que gangrener le mouvement révolutionnaire et, si l'on n'y prend garde, peut le conduire à sa perte. Les atteintes et les coups du stalinisme contre le mouvement ouvrier ne sont pas seulement des atteintes physiques ou des trahisons ouvertes, c'est aussi le pourrissement, ouvert ou insidieux, de toute l'avant-garde. Les militants révolutionnaires honnêtes — et ils ne peuvent pas cesser d'être l'un sans cesser d'être l'autre — doivent veiller à extirper de leurs méthodes, de leurs actions, de leurs rangs tout ce qui peut permettre à cette gangrène de s'étendre.

Mais ceci n'est qu'un aspect du problème, grave il est vrai. Un autre aspect en est ce que cela indique comme attitude politique et comme appréciation du stalinisme : les militants de l'O.C.I. et de « Révoltes » croient ou feignent de croire que l'attitude actuelle des staliniens est due à notre politique et que les réunions de « Révoltes » et de l'O.C.I. sont victimes de la confusion faite par le P.C.F. entre les différentes tendances du trotskysme.

Qu'ils puissent le croire vraiment est invraisemblable. Tout militant révolutionnaire sait que les attaques du P.C.F. contre les trotskystes ne datent ni d'hier, ni de la naissance de « Voix Ouvrière ». Les débuts mêmes de l'opposition de gauche en France et dans le monde furent marqués par ce type de violence, allant jusqu'à l'assassinat. Trotsky, s'il fut la plus illustre victime des tueurs staliniens, ne fut pas la seule. En France même, et après la guerre, Pietro, militant italien et Mathieu Bucholtz, militant français, ajoutèrent leurs noms à cette liste des crimes du stalinisme.

Les camarades de l'O.C.I. ne le croient pas vraiment puisque dans le numéro 366 d'« Informations Ouvrières », ils écrivaient :

« Des apôtres petits-bourgeois, qui ont vu dans la « déstalinisation » l'amorce d'un cours libéral de l'évolution de la bureaucratie... vont certainement dire : « Les trotskystes font des erreurs de tactique, c'est cela qui explique la réaction des staliniens, que nous n'approuvons certes pas ». Cela au mieux. Pour les bonnes âmes... »

Les camarades de l'O.C.I. ne peuvent pas avoir écrit cela et penser le contraire. Malheureusement c'est le contraire qu'ils expliquent à leurs jeunes, et moins jeunes camarades.

En effet, l'attitude des camarades de Lyon n'est pas isolée. A Belfort, un jeune camarade de « Révoltes » est venu trouver les vendeurs de « Voix Ouvrière » et, utilisant le même langage (« destructeurs de syndicats ») a, en brandissant sa carte C.G.T., menacé de leur « casser la figure ».

A la réunion sur les problèmes de la jeunesse de l'U.D.-C.G.T. de Paris (voir « Voix Ouvrière » N° 3), un autre jeune militant de « Révoltes », de Paris, cette fois, a pris la parole derrière un bureaucrate de la C.G.T. qui venait d'attaquer « Révoltes », et « Voix Ouvrière » non pour défendre « Révoltes », mais pour s'associer à ses calomnies sur « Voix Ouvrière ».

Ces faits sont trop concordants et trop répartis territorialement, pour être dûs au hasard. Ces camarades croient échapper aux attaques du P.C.F. en se démarquant de « Voix Ouvrière ». Comme si « Voix Ouvrière » était attaquée à cause de sa politique — celle qu'elle mène ou celle qu'on lui prête — et non parce qu'elle représente une organisation révolutionnaire, une organisation trotskyste. Ces camarades se réservent bien des désillusions, peut-être tragiques, et c'est ce que nous déplorons.

Nous disions et nous répétons que ce n'est pas en s'associant aux calomnies et aux méthodes du stalinisme que l'O.C.I. et « Révoltes » grandiront plus vite ; nous disions aussi que le P.C.F. ne leur aurait aucun gré de l'aide que l'O.C.I. peut ainsi lui apporter. Les faits, ceux de Montrouge, n'ont pas tardé à nous donner raison.

En fait, les révolutionnaires ne peuvent s'opposer au stalinisme qu'en menant la lutte la plus énergique contre toute contrebande stalinienne au sein de leurs propres rangs. Pour cela il faut un comportement des plus honnêtes. Il faut que la démocratie prolétarienne soit, dans nos rangs, une réalité (et il n'y a pas de démocratie lorsqu'il y a mensonge et calomnie). Il faut que les organisations trotskystes soient capables, solidairement, de faire front au gangstérisme stalinien. Il faut que leur division sur le plan des idées et des organisations, n'en soit pas une dans les luttes et les combats contre toutes les forces de la réaction y compris celles qui sont au sein même du mouvement ouvrier, le réformisme et le stalinisme, avec leur cortège de mensonge et de démoralisation.

Il n'y a pas si longtemps, les camarades qui allaient plus tard créer l'O.C.I. étaient avec nous aux portes de la Saviem à St-Ouen dans des circonstances exactement semblables à celles de Berliet. En juillet de cette année, un militant responsable de l'O.C.I. envisageait avec nous la possibilité de son organisation de nous soutenir, à Berliet, dans les mêmes circonstances. Nous avons, dans le passé, édité en commun avec ces camarades une brochure sur « la démocratie ouvrière » à propos des agissements du P.C.F.

A notre avis, c'est dans cette voie que les organisations trotskystes peuvent démontrer que ce qui les oppose a un caractère politique certes, que nul ne songe à contester, mais que la lutte des tendances et des idées est un bien pour le mouvement révolutionnaire et ne conduit pas à la stérilité partisane comme le prétendent nos ennemis et, en particulier, les staliniens, nouveaux et anciens.

Le meilleur exemple que pourraient donner les trotskystes de toutes tendances sur ce terrain serait entre autre d'être capables d'organiser en commun un meeting public à Paris ayant pour sujet la campagne anti-trotskyste du P.C.F., ses buts, ses moyens et ses origines.

LES STALINIENS CONTRE LES REVOLUTIONNAIRES

NOUS écrivions la semaine dernière que les agressions commises par des membres du P.C.F. contre les militants révolutionnaires de toutes tendances, allaient certainement être l'objet d'une rubrique régulière de notre hebdomadaire.

A l'Alsthom Saint-Ouen, des militants du P.C.F. ont tenté cette semaine d'empêcher par la force la diffusion du bulletin VOIX OUVRIERE de cette entreprise. Des travailleurs de l'usine les en ont empêchés et les membres du P.C.F., le rapport des forces n'étant pas en leur faveur, se sont finalement abstenus. Cela n'aurait, jusque-là, rien que de banal. Mais le P.C.F. local, après avoir reproché à certains travailleurs qui prenaient le parti de nos diffuseurs de ne pas « diffuser leurs tracts eux-mêmes » a, le lendemain de cet « affront », publié dans l'entreprise un tract où il désigne nominalement un de ces travailleurs à la répression patronale, en précisant qu'il a été licencié précédemment de deux entreprises (que le tract indique) pour son appartenance à VOIX OUVRIERE et il affirme à la direction que ce travailleur « passe des heures entières à se promener dans les ateliers ». Il s'agit bien entendu d'obtenir une fois de plus

le licenciement de cet ouvrier et cela suffira sans doute, comme les autres fois.

La direction de l'Alsthom sera trop heureuse de satisfaire ces mouchards bénévoles. Les militants du P.C.F. de l'entreprise sont bien sûr quelque peu honteux de ce tract. Quand après-demain la direction licenciera un militant communiste, comment celui-ci pourra-t-il faire appel à ses camarades de travail ?

Le lundi 11 décembre, à la Bourse du Travail de Montrouge, une quarantaine de nervis du P.C.F., armés de matraques, ont attaqué une réunion consacrée à la Révolution d'octobre, réunion organisée par l'organisation de jeunes révolutionnaires Révoltes et par l'O.C.I., l'empêchant de se tenir et faisant plusieurs blessés, dont deux ont dû être hospitalisés.

Nous ne dirons jamais assez que ces méthodes, introduites par le stalinisme dans le mouvement ouvrier, ne sont que le reflet de la crainte qu'inspire l'idéologie révolutionnaire aux dirigeants du P.C.F. Sinon, pourquoi une telle violence, pourquoi tous ces efforts ? Les a-t-on vus manifester ne serait-ce qu'une parcelle de la même énergie pour s'opposer aux réunions de l'extrême droite ? Non, bien sûr. Lorsqu'il s'agit de la droite ou de l'extrême droite « il ne faut surtout pas provoquer ». Les coups du P.C.F. ne sont réservés qu'aux révolutionnaires.

Mais ces méthodes ne pourront pas toujours être utilisées impunément. Elles rencontrent de plus en plus l'hostilité des travailleurs du rang. Et elles sont, finalement, inefficaces.

Nous n'en sommes pas à la première réunion interrompue, ni au premier camarade licencié sur dénonciation du P.C.F. Cela peut rendre plus difficile l'activité militante, décourager les plus hésitants et les plus faibles, mais cela trempe les autres et n'a pas empêché tant le développement de VOIX OUVRIERE, que celui des autres organisations révolutionnaires.

Ainsi que nous l'écrivions précédemment, il est probable que les « mises en garde » du Comité Confédéral C.G.T. et les attaques plus récentes de l'Humanité, présagent la généralisation d'agressions physiques, de dénonciations à la répression patronale, comme celles dont nous parlions plus haut.

Mais cela ne prouve qu'une chose : c'est que, dans les rangs du P.C.F. et plus particulièrement parmi les jeunes ainsi qu'il l'avoue lui-même, les idées révolutionnaires font leur chemin ; les jeunes militants se rendent de plus en plus compte du divorce entre les idéaux dont le P.C.F. se réclame abusivement et ses actes ou ses dires de tous les jours.

C'est, en fait, la dernière fois que le P.C.F. pourra utiliser en grand ces méthodes de gangstérisme. Il a bien raison d'essayer d'en profiter.

Publicité gratuite...

LA parution de « Voix Ouvrière » hebdomadaire ne semble guère faire plaisir aux dirigeants de « l'Humanité ». Au point qu'Etienne Fajon se sent obligé de mêler les grincements de sa plume directoriale au concert de calomnie dirigé contre notre journal.

« L'Humanité » semble surtout ne pas apprécier la publicité, hélas fort discrète faute de moyens financiers, que nous avons insérée dans « Tribune socialiste », « Le Nouvel Observateur » et « Le Monde » pour annoncer la sortie de notre hebdomadaire.

Dans un premier temps elle nous reproche de donner de la publicité à un journal bourgeois (« Le Monde »). Dans un second elle attaque vivement « Tribune Socialiste » qui ose insérer nos annonces. Et pendant ce temps là, comme dit la chanson, le P.C.F. mobilise ses militants pour saboter nos affichages. A Metz, où les affiches du R.E.L. fascistes restaient impunément pendant des semaines sur les murs, les nôtres sont lacérées dans les 24 heures. Dans le 14e arrondissement, les militants du P.C.F. les recouvrent avec des affiches publicitaires pour le numéro du... 22 octobre de « l'Humanité-Dimanche », et à Montrouge avec du papier blanc. Et ce ne sont là que quelques exemples que l'on pourrait multiplier par 100.

Finalement, ce que voudrait les dirigeants du P.C.F. est clair. C'est que « Voix Ouvrière » ne puisse pas faire la moindre publicité, ne puisse pas se faire connaître.

Seulement c'est raté, puisque « l'Humanité » s'en charge et, qu'à vrai dire, ses lecteurs nous intéressent bien plus que ceux du « Monde ».

Bien sûr, elle le fait en répandant mensonges et calomnies, à sa manière habituelle, sur notre compte. Mais elle est bien obligée d'en parler. Et les mensonges, c'est comme les bulles de savon : on peut toujours les faire grossir en soufflant dedans, mais ça finit par éclater.

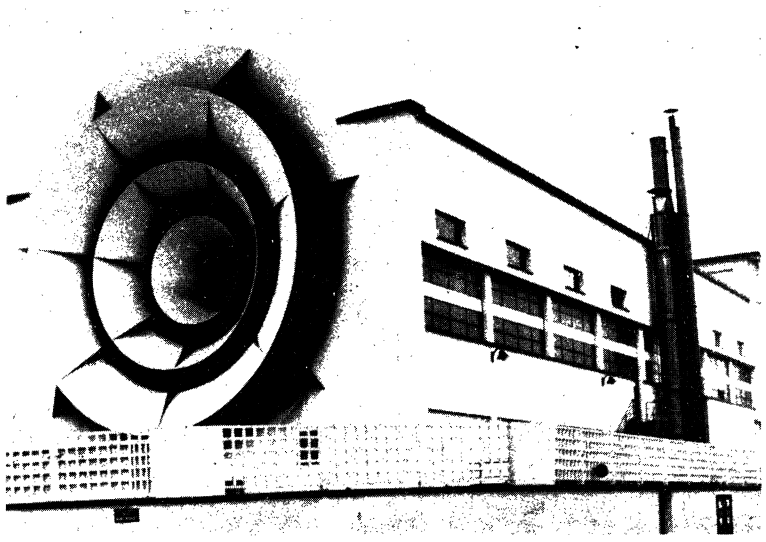
Merci, Monsieur Fajon.

Y.L.

RÉORGANISATION ET DÉCENTRALISATION = CHOMAGE POUR LES TRAVAILLEURS !...

LE V[e] plan prévoit une réduction de personnel de 15 000 travailleurs dans l'aéronautique. Pour l'instant ces mesures d'ordre général ne semblent pas avoir d'application directe à l'échelle de la profession. Mais localement, certains secteurs sont d'ores et déjà touchés par la « réorganisation ». C'est ainsi qu'à Bois-Colombes, l'usine Hispano Suiza dont l'effectif baisse régulièrement risque d'être absorbée par la SNECMA, au moins pour la partie aviation — tandis qu'à Kellerman, le transfert des ateliers s'effectue par tranches vers Corbeil-Essonnes où la SNECMA compte regrouper toutes ses fabrications. Licenciements et décentralisation forment donc les deux bouts d'un même bâton.

Hispano touché par les licenciements



Hispano-Suiza : la soufflerie (Photo Voix Ouvrière)

L'USINE Hispano-Suiza de Bois-Colombes est depuis le début de l'année touchée par les licenciements. De 4 205 travailleurs au 1[er] janvier 67 l'effectif doit passer à 3 200 fin décembre 68. Actuellement, le total des pré-retraites, départs volontaires et licenciements effectifs se monte à plus de 700.

Annoncés dès le printemps dernier, les premiers licenciements ont eu lieu avant les vacances, camouflés sous forme de pré-retraites : ils ne soulevèrent aucun remous parmi le personnel, et les syndicats ne menèrent aucune lutte. En fait, chacun espérait que les 200 licenciements annoncés se feraient ainsi en douceur, et l'action des syndicats se limitait à des discussions sur les modalités d'application de la pré-retraite. Le personnel n'était pas informé. Mais des pressions multiples avaient lieu et, dans les services, les plus âgés se demandaient avec anxiété s'ils devaient accepter de partir ainsi ou rester... jusqu'à quand ? Mais l'affaire ne devait pas en rester là.

Au retour des vacances, à une réunion du Comité d'Entreprise, la direction annonça officiellement son intention de réduire l'effectif, selon un plan échelonné sur deux ans. Il s'agissait de réorganisation, de rationalisation. Après une période d'attente et de préparation, les syndicats lancèrent le mouvement. Approbation d'une charte revendicative portant sur la réduction du temps de travail : 45 heures payées 47 h 30, la récupération des heures supplémentaires, le recyclage et la formation professionnelle payés pendant les heures de travail, la pré-retraite à 60 ans, la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, etc...

Les moyens de faire aboutir cette charte : deux sorties anticipées d'une demi-heure par semaine comme première étape vers l'obtention des 45 heures (sortie anticipée tous les soirs). Après trois semaines « d'action » les sorties furent abandonnées, la participation du personnel n'ayant pas été en s'accroissant ! Mais les 33 % du personnel qui avaient suivi le mouvement attendaient autre chose. On leur offrit des manifestations dans les rues de Bois-Colombes. A la mairie d'abord, au cri de « Tricon (c'est le maire) du travail », puis quinze jours après dans toute la localité pour faire connaître aux autres usines la situation chez Hispano. A Neuilly enfin, au siège du Holding Hispano-Alsacienne où M. Baumgartner, président du holding, refusa de les recevoir et réquisitionna une poignée de flics pour « sauvegarder l'ordre ».

L'ordre ne fut pas troublé. A la demande des représentants syndicaux, les travailleurs qui étaient venus en car, puis à pied, depuis Bois-Colombes, s'en retournèrent au travail, déçus mais non découragés.

Et pendant ce temps-là les licenciements continuent. Les gardiens viennent d'en faire les frais. Ils ont été globalement licenciés et remplacés par une compagnie de location, la G.I.S. (Gardiennage Industriel de la Seine) qui a consenti à reprendre quelques-uns d'entre eux pour des salaires inférieurs et des horaires allongés.

La Direction a même laissé entendre que l'usine de Bois-Colombes pourrait fermer ses portes. Des pourparlers sont en cours. La Snecma rachèterait la partie aviation et irait s'installer à Corbeil, le reste serait réparti entre plusieurs sociétés membres du holding. A vrai dire, les bruits les plus contradictoires circulent. Personne ne sait rien.

La C.G.T. propose un plan de nationalisation de l'aéronautique et de reconversion de l'aviation militaire en aviation civile. Mais pour cela, dans le meilleur des cas, elle laisse entendre qu'il faut attendre que le pays soit pourvu d'un gouvernement démocratique.

Dans l'immédiat, la lutte ne débouche guère. Elle se réduit à une protestation répétée qui maintient les plus combattifs en alerte sans convaincre les hésitants, sans surtout faire le poids auprès de la Direction. L'énergie des travailleurs d'Hispano n'est pas encore épuisée, elle mérite mieux que ces parodies d'action.

SNECMA-Corbeil

Les patrons rationalisent... sur le dos des travailleurs

LA Société Nationale d'Etudes et de Construction de Moteurs d'Avions est née en 1945 de la fusion de plusieurs constructeurs de moteurs. C'est une société nationale dont l'Etat possède 89 % des actions mais 11 % appartiennent à la Société Pratt et Whitney.

Les fabrications de la S.N.E.C M.A. sont essentiellement tournées vers le marché militaire : les moteurs Atar et M 45 équipant la totalité des armées de l'air française et israélienne : vautours, super-mystères, étendards et toute la famille des mirages.

Dans les 12 000 personnes qui composent l'effectif de la S.N E.C. M.A., 5 000 environ sont touchées par la décision de la direction de concentrer les fabrications de série et d'avant-série, réparties actuellement entre les centres de Billancourt, Suresnes et Kellermann, en une même usine construite à Corbeil, située à 30 km des portes Sud de Paris. Cette usine a commencé à fonctionner en 1966, le transfert devant être terminé en juillet 1968.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL A CORBEIL

Comment se traduisent ces mesures pour les travailleurs ?

Pour la majorité d'entre eux, par un allongement considérable de la journée de travail d'une ou deux heures et parfois plus, suivant les cas, du fait de l'éloignement du domicile.

Dans ces conditions, un nombre important de travailleurs refusent de suivre et se voient licenciés : à eux de se débrouiller pour retrouver du travail.

Pour ceux qui acceptent le transfert, les mesures prises par la direction à leur égard sont significatives d'une politique faussement paternaliste.

En effet si dans un premier temps aucun transfert collectif n'était prévu pour se rendre des portes de Paris à l'usine, le faible pourcentage de « volontaires » disposés à « accepter » le transfert, l'amènera à mettre en service plusieurs lignes de cars (bien qu'en nombre insuffisant). Le coût mensuel de ces cars fut fixé à 55 F. Mais, la direction institua une indemnité de transport en plus de l'indemnité légale, dégressive dans le temps et s'établissant comme suit :

	jusqu'au 31-12-1968	du 1-1-69 au 31-12-1969	à partir du 1-1-1970
La zone de proximité (a)	25 F	25 F	25 F
La zone au sud de Paris (b)	40 F	35 F	30 F
Paris (c)	55 F	45 F	35 F
La zone au nord de Paris (d)	70 F	55 F	40 F

C'est dire que les transports seront pour une bonne part à la charge des travailleurs en attendant peut-être leur suppression pure et simple comme le laisse supposer l'interprétation d'une enquête faite par la direction parmi le personnel, qui « révèlerait » que les ouvriers préfèrent finalement les voitures particulières aux transports collectifs. Dans ce sens, la société va jusqu'à accorder un prêt sans intérêt pour l'achat d'un véhicule neuf ou d'occasion pouvant aller jusqu'aux 3/4 du prix d'achat et dont les « bénéficiaires » **s'engageraient à ne pas utiliser les transports collectifs de la Société.**

Pour ce qui est du relogement éventuel du personnel, plusieurs « solutions » sont prévues : logements locatifs de 300 à 400 F mensuels, accession à la propriété — la société prendra à sa charge une partie importante des intérêts du capital emprunté. Dans certaines conditions un prêt S.N.E.C.M.A. de 15 000 F sera accordé, remboursable en 10 ans à 3% d'intérêt. Dans le cadre de « ses solutions » la direction, dans une de ses récentes publications, sous le titre « un exemple à suivre », indiquait le cas d'un groupe de cadres ayant acquis des pavillons, pour la modique somme de 150 000 F environ.

Si sur le plan technique rien n'a été laissé au hasard, l'usine de Corbeil étant une des plus modernes d'Europe de par sa conception, la discipline que la Direction veut y instituer est également un modèle du genre. On a mis en place un chef de personnel nommé Enfer ayant fait les preuves à la S.N E.C. M.A. Gennevilliers d'un zèle tout particulier pour mettre au pas les travailleurs. N'a-t-il pas récemment répondu aux travailleurs qui désiraient poursuivre des cours du soir à Paris que « la S.N.E.C.M.A. n'était pas une pouponnière ». Gare à celui pris en flagrant délit de casser la croûte, de se laver les mains avant l'heure ou d'utiliser des sanitaires qui ne lui sont pas réservés. Institution du pointage en bleu le matin, en bleu le midi, en bleu le soir.

LA REACTION DES TRAVAILLEURS

Craignant à juste titre les réactions des travailleurs devant une discipline accrue, la direction s'est bien gardée d'effectuer un transfert en bloc. C'est par petits pelotons, secteur par secteur, qu'arrivent les ouvriers au centre de Corbeil. Cela n'a cependant pas empêché les travailleurs en équipe de la nouvelle usine, devant la volonté de la direction d'instituer le travail du samedi soir, de refuser un horaire pour le moins incommode et de chômer le samedi soir. Ainsi 25 travailleurs sont en lutte depuis le mois d'août sur ce problème, bien décidés à « tenir le coup » en attendant l'arrivée du reste des équipes, actuellement encore à l'usine de Kellermann, ceci malgré les pressions de toutes sortes : institution d'une prime spéciale d'équipe de 1 F de l'heure pour le travail du samedi soir et plus récemment, refus à 27 d'entre eux de leur payer la journée du 11 novembre.

Ce qui se passe en ce moment à la S.N.E.C.M.A. est un exemple de plus du fait que la concentration capitaliste, pour les besoins de la concurrence internationale, se fait toujours aux dépens des travailleurs.

Cependant, le fait que la direction rassemble les travailleurs de trois usines en un ensemble unique, présentera l'avantage d'opposer à sa politique une force plus concentrée et plus grande.

C'est cela que les travailleurs devront savoir utiliser.

Le problème du chomage dans les mines :

Une situation inquiétante

La situation de l'emploi se détériore de plus en plus dans la région du Nord. Les licenciements se succèdent. De nombreuses entreprises baissent les horaires de travail. Les jeunes ont énormément de mal à trouver un emploi, très peu d'usines embauchant. Dans la « Voix du Nord », une des seules entreprises à passer assez régulièrement des annonces d'offres d'emplois est le groupe de la région parisienne Chausson Gennevilliers-Asnières.

Si dans les grandes villes l'extension du chômage prend des proportions inquiétantes, le reclassement reste néanmoins plus aisé que dans le bassin minier, région dont la principale ressource est toujours l'exploitation carbonifère et les industries dérivées (carbochimie, industrie thermique, etc).

Là, la situation devient catastrophique. Plusieurs puits ont déjà fermé (un des derniers étant la Fosse 8 du groupe de l'Escarpelle). D'autres réduisent leurs effectifs et ainsi des centaines d'ouvriers vont grossir la masse des chômeurs.

En 1966, les effectifs du Bassin sont tombés à 63.150, chiffre inférieur de plus de 4.000 à celui de l'année précédente.

Mais si en un an, les effectifs du bassin ont diminué de 6,3 %, la production, elle, a diminué seulement de 0,8 %.

C'est que le rendement a augmenté. En moyenne, un mineur abat 1.707 kg de houille par jour, soit un accroissement de 46 kg et certains puits tel « Barrois B » atteignent désormais 4.800 kg de houille par mineur.

Si le charbon suppléé par d'autres matières premières est en « perte de vitesse », il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle, les houillères du Nord font presque autant de charbon qu'auparavant, avec un personnel moindre, mais avec une productivité accrue.

Pour faire face aux problèmes de chômage et de reclassement le gouvernement a pris des « mesures » !

Un décret publié au J.O. du 30 octobre 1967 supprime la clause d'âge requise pour bénéficier de la retraite des mineurs.

Au bout de trente ans, le mineur a droit désormais à sa retraite complète quel que soit son âge. Auparavant, la retraite était accordée à 50 ans pour les mineurs de fond, et à 55 ans pour les mineurs travaillant en surface, ce, indépendamment du nombre d'années de travail.

Mais il est question de ne pas généraliser cette mesure, c'est-à-dire de permettre des dérogations.

Ainsi on pourrait voir des mineurs qui travaillent dans un groupe ou une mine où l'on extrait un charbon spécial ne pas bénéficier de cette mesure. Par contre, là où l'on ferme les puits ce sera une façon d'éviter les problèmes de reclassement.

De toute façon il ne s'agit là que d'un palliatif qui ne saurait résoudre en rien le problème du chômage dans les mines.

Si le travail de la mine doit disparaître c'est tant mieux. Mais les anciens mineurs doivent trouver des moyens d'exister. Ce n'est pas le travail utile qui manque. On manque de logements, de routes, d'écoles, d'hôpitaux et de bien d'autres choses. Et ce n'est pas la faute des travailleurs si en régime capitaliste le travail utile n'est pas rentable et ne nourrit pas son homme.

Une société qui est incapable d'utiliser les capacités de ses membres et de leur donner des moyens d'existence corrects doit disparaître.

MEDECINE D'AVENIR ET SOCIETE REACTIONNAIRE

LA greffe d'un cœur humain réalisée par une équipe chirurgicale Sud-Africaine (on ne pourra vraiment parler de réussite que dans plusieurs semaines, sinon plusieurs mois) a suscité un légitime intérêt dans le grand public, et elle marque sans doute une nouvelle étape des conquêtes de la science médicale.

Et que le cœur d'une jeune protestante batte aujourd'hui dans la poitrine d'un juif, alors que l'un de ses reins a été greffé à un métis c'est, de plus, une giffle portée aux théories racistes aussi imbéciles que réactionnaires ayant cours en Union Sud-Africaine, et Médicus, de «France-Soir», s'est fait l'écho de la solidarité qui anime l'équipe chirurgicale du Pr. Barnard, vis-à-vis d'un de leurs collègues persécuté pour s'être élevé en public contre l'apartheid.

Il pourrait donc sembler qu'à tous points de vue, il s'agisse là d'une conquête de la science et donc d'une conquête pour l'homme.

Mais nous vivons dans une société où bien des conquêtes de la science sont lourdes de conséquences pour l'avenir de l'humanité. C'est évident dans certains domaines de la physique atomique ou de la chimie qui trouvent un grand nombre de leurs applications pratiques dans l'industrie de l'armement. Ce peut l'être aussi, paradoxalement, dans celui de la médecine.

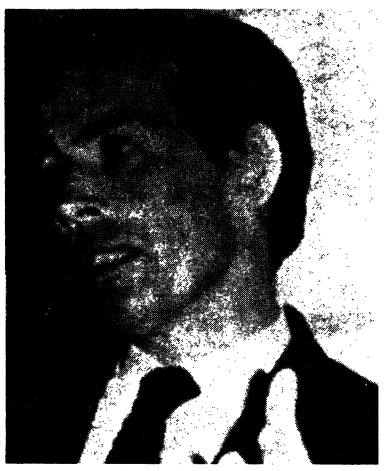
Pour la première fois ces derniers mois viennent d'être tentées, et au moins relativement réussies des greffes d'un organe impair (c'est-à-dire unique dans un organisme) indispensable à la vie (cœur et foie).

Cela pose immédiatement le problème du « donneur ». Ou plutôt, il ne peut pas y avoir de donneur volontaire, comme dans le cas d'une greffe de rein. Le greffon ne peut pas être non plus prélevé sur un sujet mort depuis plus d'un certain temps (de l'ordre de quelques secondes, de quelques minutes au grand maximum). Il ne peut être prélevé que sur un sujet dont on estime qu'il n'a plus aucune chance d'être ramené à la vie, ce que l'on appelle un « coma dépassé », et à condition que la maladie qui a causé la mort ne rende pas l'organe considéré, impropre à servir de greffon. Il faut de plus qu'il existe certaines affinités tissulaires entre le « donneur » et le receveur.

Il ne s'agit pas de mettre en cause l'opération pratiquée par l'équipe du Pr Barnard. Mais on voit donc que pour généraliser ces techniques de greffe, le principal problème qui se posera sera celui de la recherche des « donneurs ».

Or, nous vivons dans une société divisée en classe. Et inévitablement des critères de classe risquent d'intervenir dans le choix du bénéficiaire de la greffe, ou du donneur malgré lui.

Il y aura peut-être demain des pays où il ne fera pas bon avoir un accident de la route, même si l'on n'est pas en « coma dépassé », lorsqu'un dignitaire du régime ou un grand de ce monde appartenant au même groupe tissulaire aura besoin d'une greffe d'organe.



Le Professeur Barnard
(Photo AFP)

Et que l'on imagine un peu ce que pourrait être un régime fasciste utilisant ces méthodes sur une grande échelle, les camps de concentration servant de réservoir à « donneur », pour les combattants du front ou les membres du parti. Que l'on imagine ce qu'aurait été les camps nazis si de telles techniques avaient été développées il y a 25 ans.

On nous accusera sans doute de faire de la science-fiction. Et certes, en 1967, c'est encore de la science-fiction. Mais qu'était d'autre la bombe atomique il y a 25 ans ?

« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » disait déjà Montaigne. C'est vrai aussi à l'échelle sociale. Et la conscience de notre temps, c'est le socialisme.

Yves LE GAL.

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration : 29, rue de Château-Landon, Paris (10e).

Responsable publication : Maurice Schroedt.

Parution hebdomadaire (en vente le mercredi).

Prix : 1 F.

Abonnements :
6 mois 15 F
1 an 25 F

Abonnements de soutien :
6 mois 30 F
1 an 50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de Maurice SCHROEDT, C.C.P. PARIS 9424-78.

Imprimerie Composition : Duhen, rue Philippe-de-Girard, Paris (18e).

Impr. : « Rotoffset », 77-Meaux.
Distribué par les NMPP.

LA SOCIÉTÉ DU CRIME

IL y a huit jours, la France entière apprenait que le ravisseur du petit Emmanuel Malliart n'était qu'un enfant, et la stupeur la plus complète faisait place à l'indignation des premiers jours.

Mais cette indignation, qu'il est aisé de comprendre, avait déjà été exploitée par de bons apôtres. L'enlèvement d'un enfant de 7 ans, l'occasion était trop belle pour tous ceux dont l'idéal humanitaire se résume à la matraque du flic, et au glaive de la justice, et au lendemain du rapt, on voyait apparaître dans la presse des articles, et des correspondances, réclamant le renforcement des forces de police, et hurlant à la mort contre le kidnappeur.

Au premier rang de ce chœur se trouvait naturellement la presse de droite, ou celle dite « d'information ». Que deux enfants sur trois qui naissent dans le monde soient promis à la mort lente de la faim, n'est pour ces braves cœurs qu'un triste fait démographique. Que des dizaines de gosses meurent chaque jour au Vietnam dans les flammes du napalm, comme cela se passait il n'y a pas si longtemps en Algérie, c'est de la politique dont il ne faut surtout pas trop parler. Mais l'enlèvement d'un enfant, c'est sans risque, et bien plus commercial.

La presse de gauche n'échappait d'ailleurs pas à la contagion, et « l'Humanité-Dimanche » du 10 décembre écrivait : « la réclusion à vie est-elle une peine adaptée à l'ampleur du crime ? Si elle est sans doute suffisante pour le criminel qui la subit — dans la mesure où un être humain peut toujours FINIR par comprendre — l'est-elle pour celui qui aurait envie de l'imiter ?... »

C'est l'argument même des plus zélés partisans de la peine de mort.

Une fois connue l'identité du ravisseur, pareil langage n'était naturellement plus possible, et c'est maintenant la télévision, ou pourquoi pas la pilule, qui sont accusés par ces censeurs d'être à la racine de tels méfaits.

Nous ne nous ferons naturellement pas les défenseurs d'une certaine littérature, ou d'un certain type de films destiné aux jeunes. Mais cette littérature, pour aussi pourrie qu'elle soit n'est que le triste reflet de notre société toute entière.

Il n'est pas besoin d'aller chercher les bandes dessinées, ou les plus mauvais romans policiers, pour trouver des exemples de kidnapping. Il n'est que de considérer l'histoire politique de ces dernières années, ne serait-ce que l'affaire Ben Barka. Et là, ce ne sont pas des personnages issus de l'imagination d'un romancier, mais des cadres supérieurs de l'Etat qui étaient compromis. Et il n'y a que dans les bandes dessinées de France-soir, justement, que le crime ne paie pas. Dans le monde des politiciens bourgeois il s'accompagne souvent des plus hautes situations.

Il n'y a pas que dans la Série Noire, qu'il y a des écoles du meurtre. Elles existent très officiellement dans la réalité. Et tout jeune français de 20 ans doit obligatoirement y passer 16 mois pour y apprendre la manière la plus scientifique d'occire l'ennemi héréditaire du moment.

Ce qui est surprenant, en fin de compte, ce n'est pas qu'un adolescent au cerveau malade en arrive à considérer le meurtre comme un acte banal, c'est que de tels faits restent exceptionnels.

Car nous vivons dans une société qui repose toute entière sur l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire sur le vol et sur l'assassinat, et c'est bien pourquoi aucune répression policière ou judiciaire ne saurait mettre fin à la criminalité.

La seule différence qui existe entre les hommes de la bourgeoisie, et ceux du milieu (quand ce ne sont pas les mêmes), c'est que les uns ont trouvé dans leur berceau un paquet d'action qui leur permet de détrousser légalement des milliers de travailleurs du fruit de leur travail, de les envoyer au besoin au massacre pour défendre leurs intérêts, alors que les autres, moins favorisés par le sort, mais tout aussi désireux de vivre en parasite aux dépens de ceux qui produisent les biens de ce monde, ne peuvent s'enrichir qu'illégalement.

La police et la justice bourgeoise, chargées de protéger les personnes et les biens, et les biens (des possédants) bien plus que les personnes, peuvent tenter de limiter le gangstérisme, mais ils ne sauraient s'attaquer à la racine profonde du mal, la division de la société en classes dont ils sont au contraire avant tout les zélés défenseurs.

L'accroissement des effectifs policiers ne changeraient rien au problème. Pas plus que l'application plus fréquente de la peine de mort.

Ce n'est pas parce que la tête de Gunther Volz, qui avait tué et violé une petite fille de huit ans, a roulé samedi dernier dans le panier à sciure (et est-ce donc, messieurs les moralistes, un si bel exemple de respect de la vie humaine à donner aux enfants et aux adolescents), que demain un autre détraqué ne commettra pas un acte semblable.

Des tragédies comme celle de Versailles ne peuvent laisser personne indifférent. Mais il n'y a pas de solution qui puisse, dans le cadre de cette société, empêcher pareils faits de se reproduire un jour.

La bête humaine ne mourra que dans le cadre d'une autre société, d'une société ou aura disparu l'exploitation, ou chaque enfant pourra devenir un Homme.

Christian JUNG.

LA FLICOCRATIE

Quartier latin : La police en action contre les vendeurs de la Voix Ouvrière.
(Photo Voix Ouvrière)

IL faut une bonne dose de myopie, ou de malhonnêteté pour oser prétendre, comme l'ont fait récemment certains journaux, à propos de l'affaire de Versailles, que les effectifs policiers sont insuffisants.

Nous doutons fort en tout cas que les manifestants de Quimper ou du Mans (villes où la concentration en matraques policières n'était pas négligeable), soient portés à partager cette opinion.

Pas plus d'ailleurs que nos militants ou sympathisants qui se trouvent avoir affaire, un peu trop souvent à leur gré, dans leurs différentes activités politiques, aux représentants des forces dites de l'ordre.

C'est à croire que coller des affiches, diffuser des tracts, vendre des journaux, sont devenus des délits, du moins quand il s'agit de révolutionnaires.

Il y a une quinzaine de jours, par exemple, trois de nos camarades, qui vendaient « Voix Ouvrière » à proximité du restaurant universitaire « Le Mazet », ont été « embarqués », et ont dû passer au poste une bonne partie de l'après-midi. Et cela ne se limite pas forcément à quelques heures perdues bêtement. Trois autres vendeurs de « Voix Ouvrière » embarqués au même endroit il y a plusieurs mois viennent de se voir signifier une inculpation pour coups et blessures à agents.

En fait nous vivons dans une société où le flic est roi, où il domine toute notre vie quotidienne. Et il n'est pas même besoin de manifester des opinions subversives pour avoir affaire à lui.

Il n'est que de voir dans les rues de Paris ces légions de verbalisateurs de toutes sortes pour se rendre compte que les effectifs policiers ne laissent rien à désirer.

C'est pour la circulation nous dit-on. Mais qu'est-ce que cela résoud, cs millions de contraventions distribuées chaque année. Rien, alors qu'il suffirait de construire des parkings et d'améliorer les transports en commun pour remédier bien plus efficacement aux difficultés de la circulation. Seulement voilà, cela coûterait un peu plus cher, et ne pourrait pas être éventuellement utilisé contre des grévistes !

C'est aussi que nous vivons dans une société qui à tous les maux, grands et petits dont elle souffre, ne sait opposer qu'un remède, si l'on ose dire, la répression policière.

C'est même tellement entré dans leurs habitudes de pensée, que quand ces messieurs à gros souliers s'essaient, tout arrive, au cours d'un interrogatoire, à discuter politique, ils se refusent à comprendre que l'on puisse concevoir une société non seulement sans classes, mais sans police.

Nous si !

C.J.

La pilule ne peut pas tout

SI l'assassinat est toujours un acte odieux, l'exploitation du fait divers est souvent franchement répugnante. Elle permet à tous les cafards, les refoulés et autres faux-culs de hurler légalement à la mort et de réclamer le renforcement des interdictions, châtiments et autres sacro-saints piliers de la morale bourgeoise.

Il faut à ces Tartuffes, du fouet, des flics et des tabous pour faire marcher droit la jeunesse. Car ce sont les jeunes, évidemment, qui sont les premiers visés. C'est ainsi que la Confédération des associations familiales catholiques vient de se surpasser. Elle « s'étonne — à propos de la mort du petit Emmanuel — que les parlementaires, au lieu de rechercher immédiatement des solutions efficaces pour s'attaquer aux vraies causes, prennent la responsabilité d'aggraver encore ce climat d'érotisme et de violence en adoptant des dispositions législatives, qui vont permettre à la jeunesse de se livrer sans risque à des expériences sexuelles, ce qui affaiblira encore son équilibre moral et psychologique, et aux couples de faire bon marché du respect dû à toute vie, dès le premier instant de sa conception, en usant de procédés abortifs permanents » (cité par le Monde du 16-12-1967).

Evidemment, s'il y a désormais des pilules contraceptives, il n'y en a pas contre la c...e. Et c'est bien dommage !

M. T.

Abonnements ordinaires : 6 mois 15 F - 1 an 25 F
Abonnements de soutien : 6 mois 30 F - 1 an 50 F
Envoyer les fonds au nom de Maurice SCHROEDT - C.C.P. PARIS 9424-78.